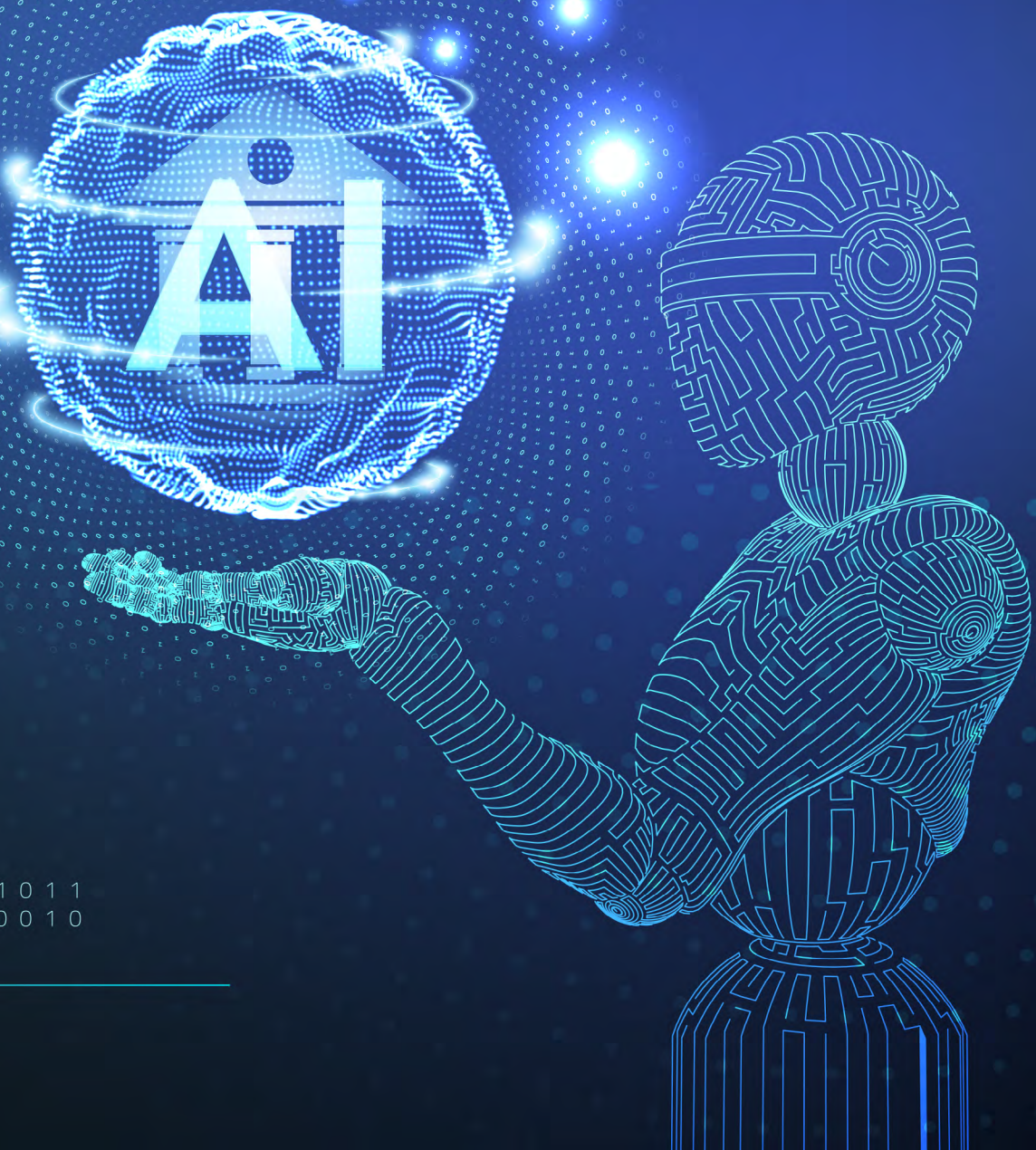


# L'IA au service de l'e-gouv Catalyser l'innovation



0 1 0 0 1 0 0 1 1 0 1 1  
0 1 1 1 0 1 0 1 0 0 1 0

# ÉDITO



Mohamadou DIALLO  
Fondateur et Directeur  
Général de Cio Mag

## L'intelligence artificielle, moteur de l'administration africaine de demain

L'Afrique est à un tournant décisif de son histoire numérique. Alors que les administrations publiques cherchent à se moderniser, l'intelligence artificielle (IA) s'impose comme un levier incontournable pour accélérer cette transformation. De Dakar à Kigali, en passant par Nairobi, les gouvernements commencent à expérimenter des solutions intelligentes pour améliorer la qualité des services publics.

### Automatiser pour mieux servir

Dans de nombreux pays africains, les administrations sont confrontées à des défis structurels : lenteur des procédures, surcharge des agents, manque de transparence. L'IA offre des réponses concrètes. Grâce à l'automatisation, les tâches répétitives comme le traitement des dossiers ou la gestion des courriers peuvent être confiées à des algorithmes, libérant ainsi du temps pour les agents et réduisant les délais pour les citoyens.

### Des cas concrets qui inspirent

Au **Rwanda**, l'IA est utilisée pour prédire les épidémies et optimiser les politiques de santé publique. Au **Kenya**, des chatbots permettent aux citoyens d'interagir avec les services gouvernementaux 24h/24. Et au **Sénégal**, la stratégie du « New Deal Technologique » ouvre la voie à une administration plus agile, où l'IA joue un rôle central dans la planification et la prise de décision. Le Maroc, dans le cadre de sa stratégie **Maroc Digital 2030**, a engagé une transformation profonde de son administration publique. L'un des piliers majeurs de cette réforme est l'interopérabilité des systèmes d'information publics, portée par l'Agence de Développement du Digital (ADD). Lors de la 1<sup>ère</sup> édition des African CIO Awards, organisé par Cio Mag en marge de Gitex Africa en avril 2024, l'ADD a remporté le 1<sup>er</sup> prix du Leadership pour son projet d'interopérabilité.

### Des bénéfices tangibles

L'intégration de l'IA dans les services publics ne se limite pas à la technologie. Elle transforme la relation entre l'État et ses citoyens. Les plateformes intelligentes facilitent l'accès aux services, réduisent les risques de corruption grâce à la traçabilité, et permettent une meilleure allocation des ressources. En somme, l'IA rend l'administration plus efficace, plus équitable et plus proche des besoins réels.

### Mais des défis à relever

Cette révolution numérique ne va pas sans obstacles. Le manque de données fiables, les risques liés à la cybersécurité, et la nécessité de former les agents publics sont autant de freins à surmonter. De plus, il est crucial de garantir que les algorithmes utilisés soient justes et inclusifs, pour éviter toute forme de discrimination.

### Vers une gouvernance intelligente

Pour que l'IA devienne un véritable booster de l'administration africaine, les États doivent investir dans les infrastructures, les talents et les cadres réglementaires. Les partenariats public-privé, la coopération régionale et l'implication des citoyens seront les clés d'une transformation réussie.

L'Afrique a l'opportunité de ne pas seulement suivre la révolution de l'IA, mais de l'adapter à ses réalités et de l'utiliser comme un outil de souveraineté et de développement. L'administration intelligente n'est plus une utopie : elle est en marche.



#contact

mohamadou.diallo@cio-mag.com

# SOMMAIRE

N°93 NOVEMBRE 2025

# cio

LA RÉFÉRENCE DU NUMÉRIQUE EN AFRIQUE

# mag.com



## TENDANCE

### INTERVIEW BRUNO MARIE-ROSE

« Paris 2024 a permis d'expérimenter des technologies durables, des clouds souverains et une gouvernance numérique partagée »

07

## DOSSIER | L'IA AU SERVICE DE L'E-GOV : CATALYSER L'INNOVATION

### E-GOUV SOUVERAINE ET INCLUSIVE

Comment l'Afrique déconstruit ses barrières grâce à l'IA

10

### MAGHREB

Ambitions intelligentes et réalités numériques s'entrechoquent ?

14

### GOVERNANCE ELECTRONIQUE

IA et chatbots au cœur de l'accès aux services publics

18

### MAROC

L'IA de plus en plus enjeu de l'egov

20

### LAFRICAMOBILE

En première ligne pour l'inclusion numérique des entreprises en Afrique

23

### STRATÉGIE «SNIAM 2023-2027

Vers une transformation numérique durable au Bénin

25

### DECLARATION AFRICAINE SUR L'IA

Quel avenir pour la RDC ?

27

### IA ET BIG DATA

Transparence et défis pour les libertés dans la gouvernance publique

29

### INNOVATION ET IA

Le Togo repense sa stratégie pour devenir un pôle où la technologie sert le progrès humain

32

### PASCAL NAUDIN (KASPERSKY)

« Une PME qui protège ses données protège sa croissance »

35

### INCLUSION LINGUISTIQUE

YIRI, l'incarnation de la stratégie ivoirienne de l'IA au service du bien public

37

### "INTERNET DU FAUX"

L'IA à l'épreuve de la vérité et de la démocratie, restaurer la confiance

40

## PAROLES D'EXPERTS

### TECHNOLOGIE

L'Afrique peut-elle inventer la 4e voie de l'IA ?

42

P. 7



### INTERVIEW BRUNO MARIE-ROSE

« Paris 2024 a permis d'expérimenter des technologies durables, des clouds souverains et une gouvernance numérique partagée »

P.10



### E-GOUV SOUVERAINE ET INCLUSIVE

Comment l'Afrique déconstruit ses barrières grâce à l'IA

P. 29



### IA ET BIG DATA

Transparence et défis pour les libertés dans la gouvernance publique

P. 37



### INCLUSION LINGUISTIQUE

YIRI, l'incarnation de la stratégie ivoirienne de l'IA au service du bien public

Cio Mag est édité par SAFREM Sarl

*Directeur de publication :*

Mohamadou DIALLO : [Mohamadou.diallo@cio-mag.com](mailto:Mohamadou.diallo@cio-mag.com)

*Ont contribué à ce numéro*

Mohamadou DIALLO :

Directeur de publication - Rédacteur en Chef.

*Résponsable éditorial*

Anselme AKEKO (Côte d'Ivoire)

*Rédaction :*

Anselme AKEKO (Côte d'Ivoire); Michaël Tchokpodo (Bénin); Souleyman Tobias (Togo); Enock Bulonza (RDC);

*Représentations de Cio Mag :*

Côte d'Ivoire : Anselme AKEKO : [anselme.AKEKO@cio-mag.com](mailto:anselme.AKEKO@cio-mag.com)

Tél: +225 05 55 464 994

Sénégal : Abdoulaye DIALLO : [abdoulaye33@hotmail.com](mailto:abdoulaye33@hotmail.com)

Tél : +221 775 955 002

Togo : Souleyman TOBIAS : [tobias.carlos@cio-mag.com](mailto:tobias.carlos@cio-mag.com)

Tél : +228 902 638 54

Bénin : Michaël TCHOKPODO : [michael@cio-mag.com](mailto:michael@cio-mag.com)

Tél : +229 961 508 03

RDC : Enock BULONZA : [enock@cio-mag.com](mailto:enock@cio-mag.com)

Tél : +243 978 947 252

*Régie Publicitaire et Abonnements :*

[info@cio-mag.com](mailto:info@cio-mag.com)

[www.cio-mag.com/sabonner](http://www.cio-mag.com/sabonner)

*Direction artistique : Cio Mag*

*Impression : Rotimpres, Aiguiviva Espagne*

*N° Commission paritaire 1110 T89651 N Dépôt légal Juin 2013*



# L'AFRIQUE EN CHIFFRES

## 1er

Rang du Maroc au classement africain 2025 sur le développement des TIC.

Rapport "Measuring Digital Development – ICT Development Index" de l'Union internationale des télécommunications (UIT), 2 juillet 2025

## 75 millions USD

Fonds levés par la PropTech égyptienne Nawy, illustrant la concentration des investissements sur des entreprises jugées matures. A l'échelle du continent, les investissements dans les technologies immobilières ont augmenté de 3650 % par rapport au premier semestre 2024.

Rapport "The State of Tech in Africa H1 2025"

## 50 %

Augmentation du financement des startups en Afrique au 2e trimestre 2025, marquant un rebond après le creux des trimestres précédents.

Disrupt Africa

## 180 milliards USD

Potentiel de valeur que représenterait le marché de l'économie numérique en Afrique à l'horizon 2025 (estimation).

Google et IFC, Projection 2025

## 670 millions

Nombre estimé d'internautes sur le continent africain. Nombre d'utilisateurs actifs sur les réseaux sociaux en Afrique estimé à 299 millions.

We Are Social et MeltWater. Estimation 2025

## 25 %

Pourcentage des zones urbaines africaines qui bénéficient déjà d'une couverture 5G (déploiement en cours). La couverture du continent par la technologie 4G est estimée à 70%.

Union internationale des télécommunications (UIT)

## 43,7 %

Taux de pénétration d'Internet estimé sur le continent africain.

We Are Social et MeltWater. Estimation 2025

## 10 milliards USD

Contribution économique estimée de la 5G à l'économie régionale africaine d'ici 2030. La 5G connaît une adoption massive avec une couverture et déploiement croissants sur tout le continent en 2025.

GSMA. Projection 2030

## 324 milliards FCFA

Chiffre d'affaires réalisé au premier trimestre 2025 par le secteur des télécommunications en Côte d'Ivoire (486 millions d'euros), soit une hausse de +6,47 %. La part des revenus du secteur concentrée par la téléphonie mobile est estimée à 85 %.

Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC (ARTCI)



## Ils et elles ont dit ...



“ Nous sommes à fond sur l’Administration X.O. Nous avons déjà 600 services en ligne mais on ne veut pas mettre en place que des services, on veut mettre en place des macro-services, des parcours de vie qui sont digitalisés et proposés au citoyen. ”

**Amal El Fallah Seghrouchni**, *Ministre marocaine déléguée chargée de la Transition Numérique et de la Réforme de l’Administration*, dans *L’Info en Face*, le 29 septembre 2025.

“ Qui dit souveraineté numérique, dit émergence de l’écosystème numérique local. Qui dit souveraineté numérique, c’est créer des applications, des plateformes par nous-mêmes [...] Il y a un cadre juridique, qu’il faut revoir, c’est ce qui soutient aujourd’hui le New Deal à travers son axe, développement des compétences mais également, développement de l’intelligence artificielle. ”

**Alioune Sall**, *Ministre sénégalais de la Communication, des Télécommunications et du Numérique*, lors de la cérémonie d’ouverture de la 4<sup>ème</sup> édition de la rentrée numérique, le 18 Septembre 2025. (*Agence de presse du Sénégal*)



“ La confiance est un ingrédient essentiel pour le développement d’une économie numérique et d’un service postal florissants. En travaillant main dans la main avec les opérateurs, la société civile et les pouvoirs publics, nous construisons un environnement où l’innovation peut prospérer sans compromettre la sécurité et le bien-être de chacun. ”

**Lakoun Ouattara**, *Directeur général de l’ARTCI*. Déclaration dans *ARTCI Infos*, Août 2025.

“ Notre présence aux ATDA-2025 s’inscrit dans la continuité de notre engagement auprès des acteurs du numérique africain. Ces rencontres sont pour nous un moment privilégié pour partager notre vision, échanger avec nos partenaires et renforcer notre rôle dans l’écosystème de la transformation digitale. ”

**Malick Diouf**, *CEO de LAfricaMobile*. Déclaration dans *CIO Mag*, Novembre 2025.



“ La stratégie pour le numérique en Afrique doit se concentrer sur le renforcement de la gouvernance numérique et la formation massive aux compétences. Nous devons impérativement mettre en place un cadre réglementaire agile et incitatif pour l’interconnexion locale et la résilience du réseau national. ”

**Luc Missidimbazi**, *Candidat au Secrétariat général de l’Union africaine des télécommunications (UAT)*. Déclaration de candidature et priorités pour l’UAT, Octobre 2025.

“ L’économie numérique n’est pas une option pour l’Afrique. C’est vital. C’est l’épine dorsale qui permettra à nos entrepreneurs d’innover, à nos entreprises de rivaliser et à notre jeunesse de créer les emplois de demain [...] Si nous agissons rapidement, l’Afrique ne se contentera pas de consommer la technologie, elle la produira et l’exportera, façonnant les chaînes de valeur mondiales de l’avenir. ”

**Samaila Zubairu**, *Président et PDG de l’Africa Finance Corporation (AFC)*, lors du symposium *Forward Africa Leaders*, le 30 Septembre 2025.



“ Le continent se trouve à un tournant décisif, passant de l’informatisation à une ère pleinement numérique et intelligente. Tous les secteurs envisagent des sauts technologiques : réseaux 4G, 5G, FTTH, services publics intelligents, paiements mobiles, et énergie solaire verte et efficace. ”

**Shen Li**, *Président de Huawei Northern Africa (Afrique du Nord, de l’Ouest et Centrale)*, lors de *Huawei Africa Night 2025 à Johannesburg*, 18 Septembre 2025.

## Interview

**BRUNO MARIE-ROSE****« Paris 2024 a permis d'expérimenter des technologies durables, des clouds souverains et une gouvernance numérique partagée »**

À l'occasion de la 14<sup>ème</sup> édition des Assises de la Transformation Digitale en Afrique (13 & 14 novembre 2025 à Rabat Bouregreg) Bruno Marie-Rose, CITO du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, revient sur les défis technologiques majeurs relevés, l'impact de l'IA sur la gestion et l'expérience utilisateur, ainsi que les enseignements clés que ces innovations apportent à l'e-gouvernance et à la transformation digitale en Afrique.

Anselme AKEKO

**Bruno Marie-Rose**

Chief Information and Technology Officer (CITO) du Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024

**CIO Mag : Quels ont été les principaux défis technologiques rencontrés lors de la préparation informatique des Jeux Olympiques Paris 2024, et comment votre équipe les a-t-elle surmontés ?**

**Bruno Marie-Rose :** Les Jeux ont représenté un défi sans équivalent : 5 milliards de téléspectateurs, 12 millions de spectateurs, 15 000 athlètes, 24 000 journalistes et 45 000 volontaires ont vécu une expérience unique.

La direction technologique reposait sur trois piliers. Le premier concernait les systèmes d'information internes et les moyens technologiques nécessaires au fonctionnement du comité d'organisation, une structure qui a grandi à la vitesse d'une start-up pour atteindre la taille d'une ETI avant de disparaître après l'événement. Le deuxième pilier regroupait les technologies au cœur des opérations : chronométrage, affichage, communications et systèmes d'information dédiés aux opérations – tout ce qu'on espère ne jamais remarquer tant cela doit être fiable. Enfin, un pilier transversal incarnait les ambitions de Paris 2024 : numérique responsable, innovation et héritage durable.

Nous avons répondu à cette hyper-complexité par une gouvernance unifiée, un pilotage agile et une culture "One Team" de plus de 5300 personnes de la technologie réunissant acteurs publics, partenaires technologiques et équipes internes.

Pour relever le défi managérial, nous avons d'abord défini une vision et une raison d'être claires, puis investi massivement dans la préparation et la confiance des équipes. Au final : plus de 200 sites, 29 000 équipements, 182 applications développées, 7800 m<sup>2</sup> d'écrans géants et 384 400 km de fibre optique – soit la distance Terre-Lune.

**CIO Mag : Dans quelle mesure les nouvelles technologies ont-elles contribué à améliorer l'expérience des athlètes, des spectateurs et des médias, et assurer la sécurité, la fluidité et la performance lors des Jeux ?**

**B.M.-R. :** Pour les athlètes, les outils numériques ont simplifié la logistique, les accréditations et la gestion des entraînements.

# W E V R E T N

Pour les spectateurs, la billetterie 100 % digitale, les applications de mobilité et les services connectés ont rendu l'expérience plus fluide et inclusive. Pour les médias, un réseau 5G premium a permis la diffusion instantanée d'images inédites dans le monde entier.

Nous avons aussi innové pour élargir l'expérience : la version connectée du Marathon Pour Tous a battu le record mondial de participants dans le monde entier, tandis que des tablettes tactiles et l'audio augmenté ont permis aux spectateurs déficients visuels de suivre les épreuves en direct.

Les jumeaux numériques des sites et les outils de mesure d'affluence en temps réel ont fluidifié les opérations.

Enfin, dans un contexte géopolitique tendu, la cybersécurité a été au cœur du dispositif : un centre opérationnel 24/7 fédérant État, institutions et partenaires, a traité près de 55 milliards d'événements de sécurité pendant les Jeux.

**CIO Mag : Le numérique et l'intelligence artificielle (IA) ont-ils joué un rôle dans la gestion opérationnelle de l'événement ? Pouvez-vous donner des exemples concrets ?**

**B.M-R.** : Oui, et de manière très concrète. L'IA a soutenu la surveillance prédictive des systèmes, notamment dans la cybersécurité. Des outils d'analyse vidéo assistée ont contribué à la sûreté des sites.

D'autres solutions ont facilité le recrutement et l'affectation des 45 000 volontaires, combinant neurosciences et intelligence artificielle avec validation humaine des missions.

Nous avons également utilisé l'IA pour analyser quotidiennement la couverture médiatique et détecter les tendances, et les diffuseurs ont pu générer automatiquement leurs résumés sportifs.

Enfin, certaines applications d'IA ont aidé les juges arbitres en analysant en temps réel les données de compétition.

L'objectif n'était pas de remplacer l'humain, mais d'augmenter sa capacité de décision dans un environnement d'une extrême complexité.

**CIO Mag : À l'aube de la 14ème édition des Assises de la Transformation Digitale en Afrique (ATDA), autour du thème « L'IA au service de l'e-Gov : catalyser l'innovation », quelles leçons de l'organisation des JO pourraient être pertinentes pour les projets d'e-gouvernance en Afrique ?**

**B.M-R.** : La première leçon, c'est la gouvernance : un grand projet numérique ne se réussit jamais seul. Il

faut co-construire entre institutions, opérateurs et citoyens.

La deuxième, c'est la confiance numérique : identité, cybersécurité et facilité d'usage doivent être pensées dès la conception.

Enfin, le capital humain reste central : valoriser les talents locaux et bâtir des compétences durables qui favorisent la collaboration entre les experts technologiques et les métiers.

Ces leviers sont universels ; les Jeux en ont été un laboratoire grandeur nature.

**CIO Mag : Comment voyez-vous le rôle des grandes manifestations sportives internationales comme les Jeux Olympiques dans la promotion et l'accélération de la transformation digitale à l'échelle mondiale ?**

**B.M-R.** : Les Jeux Olympiques incarnent une dynamique collective et un accélérateur de changements. Leur caractère unique, borné dans le temps, pousse à trouver rapidement des solutions qui, ailleurs, auraient pris des années. C'est ainsi que les Jeux deviennent un puissant moteur d'innovation.

Paris 2024 a permis d'expérimenter des technologies durables, des clouds souverains et une gouvernance numérique partagée.

Au-delà du sport, ces événements deviennent de véritables laboratoires vivants de la transformation digitale, où s'inventent de nouveaux modèles de collaboration et un miroir de la société connectée.

**CIO Mag : Enfin, quels conseils pourriez-vous donner aux responsables IT et décideurs digitaux africains pour réussir des projets technologiques d'envergure dans des contextes complexes et multi-acteurs ?**

**B.M-R.** : Commencez par la vision : le "pourquoi" avant le "comment".

Bâissez des alliances solides entre secteur public, privé et monde académique.

Pensez résilience : cybersécurité, redondance, continuité.

Formez et responsabilisez les équipes locales – la compétence crée la confiance, et le succès viendra de l'autonomie.

Enfin, avancez par étapes concrètes : des succès intermédiaires créent la dynamique du projet.

Dans tout environnement complexe, la réussite dépend avant tout du leadership collectif, plus encore que de la technologie.

# L'IA au service de l'e-gov : catalyser l'innovation



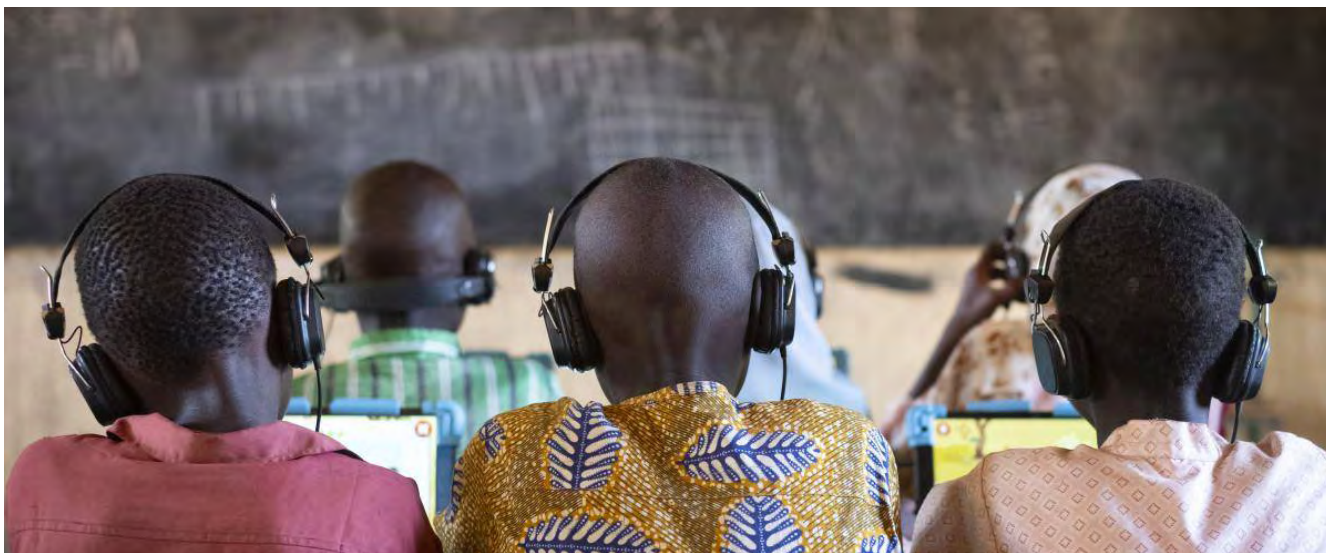
L'Afrique est en train d'adopter un nouveau paradigme privilégiant les solutions fondées sur l'IA. Crédit : CPCAF

## E-GOUV SOUVERAINE ET INCLUSIVE

# Comment l'Afrique déconstruit ses barrières grâce à l'IA

Face à l'engouement mondial autour de l'Intelligence Artificielle (IA) et à l'urgence de moderniser des administrations souvent sclérosées, l'Afrique s'engage sur une voie audacieuse : celle de l'e-gouvernement piloté par l'IA. Cette transformation vise à rendre les services publics plus accessibles, transparents et efficaces, en allant au-delà de la simple dématérialisation pour s'inscrire dans une logique prédictive et personnalisée. Pourtant, cet élan se heurte à des défis systémiques, allant de la fracture numérique et des faiblesses infrastructurelles à la menace d'un « étatisme numérique ». Loin de céder à l'escalade technologique des géants de la Tech, les parties prenantes du continent inventent une « quatrième voie » de l'IA, pragmatique et alignée sur les besoins locaux. Des initiatives nationales aux annonces continentales, un changement de paradigme est en cours en faveur de solutions basées sur l'IA, conçues par les Africains pour les Africains.

La Rédaction



Solutions Edtech utilisées par des réfugiés soudanais au Tchad. Crédit : GPE/Michael Knief/AP

L'un des freins majeurs à l'inclusion et à l'efficacité des services publics en Afrique est la double barrière constituée par la multiplicité des langues locales et la persistance de l'administration papier. L'IA se positionne comme l'outil le plus puissant pour faire tomber ces obstacles, garantissant une véritable justice numérique.

### L'inclusion linguistique comme fondation de l'e-gouvernement

Sur un continent riche de milliers de langues, l'e-gouvernement risquerait de rester un privilège réservé aux populations francophones ou anglophones si l'IA n'était pas mobilisée. Les entreprises et les institutions sont déjà à l'œuvre pour relever ce défi. Au Sénégal et au-delà, l'acteur la communication multicanale LAfricaMobile, par exemple, mise sur l'intelligence artificielle pour faire tomber les barrières linguistiques. En proposant des solutions (SMS, USSD, vocale, WhatsApp, TTS, airtime) accessibles à

toutes les catégories socio-professionnelles, la plateforme permet aux entités de se rapprocher de leurs usagers.

Malick Diouf, l'un des fondateurs et CEO de LAfricaMobile, résume la vision de cette société qui est de « *servir toutes les entreprises, où qu'elles soient en Afrique* », avec l'ambition d'utiliser l'IA pour « *communiquer plus efficacement avec leurs clients* ». Pour l'administration publique, l'enjeu est le même : dialoguer avec chaque citoyen, quelle que soit sa langue.

C'est le sens profond d'initiatives comme le projet YIRI (Youth for Innovation, Recognition and Intelligence) en Côte d'Ivoire. Ce projet, première campagne nationale de collecte de données en langues locales, est considéré comme le « *pilier matériel et éthique qui doit garantir l'inclusion linguistique et la souveraineté technologique de l'e-gouvernement ivoirien* ».



Des projets et initiatives de grande envergure, notamment l'expansion des infrastructures IA du continent, ont été annoncés le 23 septembre au symposium Unstoppable Africa 2025 organisé à New York par le Global Africa Business Initiative (GABI). Crédit : APO

Isaac Bayoh, rédacteur principal de la Stratégie nationale de l'IA de Côte d'Ivoire et promoteur du projet YIRI, insiste sur la dimension éthique de cette initiative : « *YIRI garantit que toutes nos langues locales sont valorisées pour que l'IA comprenne les accents ruraux, les tournures idiomatiques, les dialectes régionaux* ». Selon lui, c'est une « *condition fondamentale pour que l'État dialogue avec tous ses citoyens, dans leur langue, avec dignité* ». Le projet vise à produire des modules réutilisables (reconnaissance vocale, synthèse vocale, compréhension linguistique) pour que les administrations puissent intégrer des services accessibles et durables (chatbots, guichets vocaux).

#### Au-delà de la dématérialisation

L'IA permet de dépasser la simple numérisation des formulaires pour transformer en profondeur la manière dont l'administration conçoit et délivre ses services. Pour les spécialistes de BearingPoint, cabinet de conseil indépendant en management et technologies, l'essor rapide de l'IA ouvre de nouvelles perspectives pour des pays comme le Maroc. Il ne s'agit plus seulement d'automatiser les processus existants, mais d'exploiter la capacité des technologies à « analyser, recommander, alerter ou orienter ».

Bien intégrée, l'IA ouvre la voie à des logiques prédictives, à la personnalisation des services et à la détection proactive des anomalies. Au Maroc, où la dynamique de transformation numérique a déjà permis la digitalisation de plus de soixante services publics,

l'IA est un levier technologique de premier plan pour accélérer cette mue. Dans les pays du Maghreb en général, l'optimisation administrative interne se traduit déjà par la numérisation et la classification automatique des archives, la détection des fraudes fiscales ou l'analyse prédictive pour une meilleure allocation des ressources.

#### Défis systémiques

Malgré les avancées notables et les stratégies nationales d'IA (comme en Côte d'Ivoire, au Maroc ou en Tunisie), le déploiement de l'e-gouvernement basé sur l'IA fait face à plusieurs défis systémiques. L'engouement pour les solutions d'IA dans le secteur public n'est pas sans risque. L'association de l'IA et du Big Data, si elle offre des perspectives de transparence dans la gouvernance, peut aussi devenir une menace pour les libertés collectives et individuelles. Alors se pose la question de savoir si l'IA sera un moyen de contrôle de masse par les gouvernants, ou une réelle perspective de gouvernance ? C'est une crainte formulée par Arnault Chatel, spécialiste de l'IA, qui lance une alerte majeure sur le risque d'étatisme numérique : « *Sous prétexte de sécurité, l'IA pourrait devenir un outil de contrôle social.* » Aussi appelle-t-il à « *fixer des lignes rouges strictes interdisant le scoring social généralisé, la reconnaissance faciale sans cadre rigoureux, et tout profilage prédictif discriminatoire* ».

Les pouvoirs publics ont déjà adopté l'IA pour des opérations complexes comme l'identification biométrique ou la reconnaissance

faciale face aux défis sécuritaires, mais le risque de dérives est réel. La conciliation entre topportunités et protection des libertés passe par une régulation multipartite, des audits éthiques réguliers et l'exigence d'un droit à l'explication pour l'utilisateur, analyse le spécialiste.

Un autre défi, désigné par Arnault Chatel comme le « syndrome du silo administratif », est une forme de résistance interne à la numérisation. Chaque ministère développe sa propre plateforme, gérant ses données isolément, ce qui entraîne une fragmentation des systèmes, une complexité pour les usagers et une redondance dans les investissements IT publics, pouvant atteindre 40%. L'absence d'un cadre réglementaire adapté, souvent basé sur des lois datant des années 2000, aggrave, selon lui, la persistance de l'administration papier.

### Cybersécurité, infrastructures et compétences

En plus des défis systémiques, les initiatives numériques locales souffrent de la faiblesse des fondations technologiques et humaines. La sécurité des données et des systèmes est l'un des points faibles majeurs. Arnault Chatel soutient que la cybersécurité reste le « parent pauvre des projets », avec moins de 5% des budgets IT publics qui lui sont dédiés au Maghreb. Ce manque d'investissement entraîne des fuites de données, une vulnérabilité aux cyberattaques et une profonde méfiance citoyenne.

L'insuffisance de l'infrastructure technologique est aussi criante, marquée par le manque de cloud souverains robustes. Les entreprises africaines restent dépendantes d'infrastructures étrangères, et les internautes subissent la fragilité des connexions Internet. De plus, les défis sont exacerbés par une fracture numérique à la fois sociale et territoriale, excluant les populations rurales, seniors ou peu alphabétisées.

Quant aux compétences, un déficit significatif existe. Les experts en IA (data scientists, architectes) migrent souvent vers l'Europe ou le Golfe, et les jeunes Africains manquent de formation technique et scientifique.

Ces défis sont aussi identifiés par Dr Aristide Aly Boyarm, consultant en Stratégie IT et fondateur de Devchampion, qui appelle l'Afrique à concevoir une IA « libre, éthique et résiliente, conçue par les Africains pour les Africains ». Pour lui, le véritable changement passera par « une nouvelle vision de l'énergie, investir dans des mini-réacteurs nucléaires (SMR) pour alimenter de manière stable, propre et continue les infrastructures numériques nécessaires au développement de l'IA ».

C'est sur ces bases, assure-t-il, que le continent pourra concevoir une IA à la fois économe, responsable, avec des modèles multilingues africains optimisés pour les appareils mobiles, qui sont l'outil connecté préféré des Africains.

### La voie de l'IA locale

Fort heureusement, un changement de paradigme s'opère face à ces défis, privilégiant les initiatives d'e-gouvernement basées sur l'IA. Dirigées localement, elles affirment la souveraineté technologique du continent. L'Afrique n'a pas à « rattraper les géants de la tech, elle doit inventer sa propre voie en IA », transformant sa jeunesse en force d'innovation. L'écosystème africain de l'IA se construit autour d'innovations sobres, pragmatiques et alignées sur les besoins des populations. Cette approche a été mise en lumière lors de la conférence *Deep Learning Indaba*, organisée en août 2025 à Kigali, qui a réuni plus de mille chercheurs du continent. Des projets comme YIRI en Côte d'Ivoire incarnent cette souveraineté. Ce modèle permet à l'État de cesser d'être spectateur pour gagner en autonomie, en capacité d'audit et d'adaptation de ses propres systèmes.

Ce changement de paradigme a été massivement mis en relief au symposium *Unstoppable Africa 2025*, l'événement phare de la Global Africa Business Initiative tenu à New York en septembre dernier. Cette rencontre a servi de tremplin aux parties prenantes pour développer des solutions d'IA locales et relever les défis complexes de l'Afrique. Deux annonces majeures ont illustré les ambitions mondiales du continent en matière d'IA et d'avenir numérique. La première est venue du milliardaire zimbabwéen Strive Masiyiwa, fondateur et président exécutif d'Econet Global et de Cassava Technologies. Il a annoncé des initiatives visant à déployer le premier réseau africain d'usines d'IA. Alimentées par des GPU NVIDIA, ces installations seront achevées d'ici la fin de 2026, ouvrant la voie à l'innovation locale et accélérant la participation de l'Afrique à l'économie mondiale de l'IA. L'autre annonce est celle de Kojo Boakye, vice-président et directeur des politiques publiques pour l'Afrique, le Moyen-Orient et la Turquie chez Meta. Il a mis en avant les prochaines opportunités d'investissement dans l'écosystème numérique africain. L'entreprise a souligné sa confiance dans le potentiel croissant du continent en matière de technologie et d'IA.

Si ces initiatives concrétisent la volonté de placer l'Afrique au cœur de l'innovation mondiale, notamment par l'expansion de ses infrastructures IA, elles prouvent que la transformation numérique du continent est en marche, mue par la nécessité de rendre le service public plus efficace, plus équitable et plus inclusif, à condition de maintenir une vigilance constante sur l'éthique, la souveraineté des données et l'inclusion de tous les citoyens.

**L'Afrique est-elle en passe de révolutionner l'intelligence artificielle avec des solutions pensées pour les entreprises et les citoyens africains, tout comme elle a révolutionné les paiements mobiles grâce à M-Pesa ? Ce dossier s'efforce d'y répondre en décryptant les promesses et les obstacles d'une gouvernance administrative renforcée par l'IA.**



# Avec Orange Energies, rechargez, branchez, éclairez

**Orange a pour ambition de faire du digital un outil pour faciliter l'accès à des services essentiels.**

- Orange Energies, opérationnel dans 12 pays en Afrique\*, est un nouveau service disponible depuis votre smartphone.
- Grâce à Orange Smart Energies, notre plateforme IOT et ouverte à tous, nous nous associons à tous les producteurs d'énergie en Afrique et au Moyen-Orient, pour faciliter l'accès à l'énergie jusqu'au dernier kilomètre, y compris en zone rurale.

\* Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Madagascar, Mali, République Démocratique du Congo, Sénégal, Sierra Leone

## MAGHREB

## Ambitions intelligentes et réalités numériques s'entrechoquent

Le déploiement de l'IA dans le secteur de l'e-gouvernement au Maghreb présente des dynamiques nationales contrastées. Cette situation, où ambitions et réalités s'entrechoquent, révèle à la fois des avancées notables et des obstacles à la transformation digitale dans la région. Analyse avec Arnault Chatel, spécialiste de l'IA.

Anselme AKEKO



Panorama de la baie d'Alger.

**L**e Maghreb affiche des niveaux très hétérogènes de maturité numérique. Le Maroc et la Tunisie ont pris de l'avance en formalisant leurs stratégies nationales d'IA, avec des initiatives telles que «AI Morocco», lancée en 2022, et le plan national tunisien depuis 2018. En revanche, malgré un potentiel important, l'Algérie accuse un retard dans la structuration d'une vision claire de l'IA au service de l'administration publique.

Concrètement, l'IA est déjà appliquée dans trois grands domaines au Maghreb. D'abord, les services automatisés à destination des citoyens (Maroc, Tunisie, Algérie) utilisent des chatbots administratifs, encore basiques, le traitement automatisé des demandes de documents, ainsi que des systèmes intelligents de

prise de rendez-vous en cours de développement. Le gouvernement mauritanien travaille aussi sur des plateformes de services numériques publiques dans le cadre de son projet Digital-Y pour moderniser la gestion administrative. Ensuite, l'optimisation administrative interne (Maroc, Tunisie) se traduit par la numérisation et la classification automatique des archives, la détection des fraudes fiscales et douanières, ainsi que l'analyse prédictive pour une meilleure allocation des ressources publiques. Enfin, des projets embryonnaires de smart cities émergent, tels que la gestion du trafic urbain à Casablanca et Tunis, ainsi que l'optimisation énergétique des bâtiments publics. La vidéosurveillance augmentée est également mise en place, bien que son usage soulève des questions éthiques.

**Arnault Chatel**

Responsable Pédagogique  
du MBADMB  
de l'EFAP

**« Administration papier » persistante**

Selon Arnault Chatel, spécialiste de l'IA, l'e-gouvernement maghrébin fait face à plusieurs défis systémiques. Le premier est le « syndrome du silo administratif », où chaque ministère développe sa propre plateforme et gère ses données isolément, entraînant une redondance des investissements et une complexité accrue pour les usagers. Arnault Chatel estime que cette fragmentation engendre *« 40% de redondance dans les investissements IT publics »*.

Le deuxième défi est la fracture numérique générationnelle. D'après lui, ceux qui ont le plus besoin de services publics efficaces (ruraux, seniors, personnes précaires) sont souvent les plus exclus de la digitalisation. Par exemple, un tiers des foyers algériens ne disposent pas d'ordinateur, et 45% des Maghrébins de plus de 50 ans ne maîtrisent pas les outils numériques. Cette fracture est exacerbée par une résistance au changement. *« J'ai accompagné plusieurs projets où l'IA était perçue comme une menace plutôt que comme un levier d'efficacité »*, témoigne le spécialiste.

Par ailleurs, l'infrastructure technologique est insuffisante, avec

un manque de clouds souverains robustes et de datacenters performants. Il existe également un déficit significatif de compétences locales. Les experts en IA, comme les data scientists et architectes maghrébins, migrent souvent vers l'Europe ou le Golfe.

Enfin, la cybersécurité reste le « parent pauvre des projets », avec moins de 5% des budgets IT publics qui lui sont dédiés, ce qui entraîne des fuites de données, une vulnérabilité aux cyberattaques, ainsi qu'une méfiance citoyenne. Seulement 20% des citoyens font confiance au stockage de leurs données. L'absence d'un cadre réglementaire adapté, souvent basé sur des lois datant des années 2000, aggrave la persistance d'une « administration papier ».

**Opportunités**

*« Paradoxalement, cette position de « late adopter » peut devenir un atout »*, commente Arnault Chatel. En effet, le Maghreb peut bénéficier des enseignements tirés des erreurs des pionniers et adopter directement les technologies d'IA les plus récentes, sans le poids d'un héritage technique ancien. De ce point de vue, un impact significatif de l'IA se trouve dans la digitalisation des relations avec la diaspora. *« Les six millions de Marocains et deux millions de Tunisiens à l'étranger génèrent 70% des demandes de documents administratifs en période estivale, 25% des transferts financiers vers leur pays d'origine, ainsi que des milliers d'interactions consulaires quotidiennes »*, explique-t-il.

Grâce à l'IA, le temps de traitement de certaines démarches est passé de trois semaines à 48 heures. Par exemple, le Maroc utilise des algorithmes prédictifs anticipant les besoins documentaires selon les profils : *« Un étudiant en fin de cycle reçoit une proposition automatique de renouvellement de passeport, un retraité MRE (Marocain Résident à l'Étranger) des alertes personnalisées sur les certificats de vie, un entrepreneur bénéficie d'un traitement accéléré pour ses documents. »* De son côté, la Tunisie déploie des agents conversationnels intelligents en darija (dialecte arabe le plus parlé) et en français, capables de résoudre 60% des requêtes sans intervention humaine.

Cette réussite auprès de la diaspora crée un cercle vertueux : les MRE deviennent des ambassadeurs de la modernisation, financent et conseillent des projets technologiques locaux, et exigent les mêmes services pour leurs familles restées au pays. Contrairement aux grands projets de smart cities, « souvent cosmétiques », cette digitalisation impacte directement des millions de citoyens avec un retour sur investissement immédiat. Pragmatique et scalable, cette approche a l'avantage de restaurer la confiance dans l'administration publique, explique Arnault Chatel.



Le spécialiste en IA ajoute que le prochain défi est de reproduire cette efficacité dans les services locaux tels que la santé, l'éducation et l'état civil. « Le modèle existe, il faut désormais le généraliser. »

### Pragmatisme

« Mon conseil ? Commencer par des «quick wins» visibles : automatiser les tâches répétitives et améliorer l'expérience citoyenne sur des services à fort volume, puis augmenter progressivement la complexité », préconise Arnault Chatel. Il insiste sur la nécessité de passer d'initiatives isolées à une transformation systémique. Cela implique une vision politique forte, des investissements conséquents, et surtout une formation massive des agents publics. Sans ces trois piliers, dit-il, « on restera dans le cosmétique ».

Il appelle aussi à construire un cadre éthique robuste dès maintenant pour éviter les dérives observées ailleurs. La création de «AI Ethics Boards» nationaux dotés de pouvoirs effectifs doit être une priorité. Ces instances devraient regrouper technologues, juristes spécialisés en droits numériques, représentants de la société civile, éthiciens et philosophes musulmans, un élément clé

pour l'acceptabilité sociale. « La Tunisie a amorcé cette démarche avec l'INPDP ; le Maroc doit accélérer avec la CNDP, tandis que l'Algérie reste à mobiliser sur ce point. L'audit algorithmique systématique doit aussi devenir la règle pour tout système traitant un grand nombre de dossiers citoyens. »

Pour lutter contre la fracture numérique, Arnault Chatel recommande une approche «mobile-first». « Arrêtons de concevoir pour les ordinateurs : 92% des Maghrébins possèdent un téléphone mobile, même basique. Un exemple efficace : le Rwanda avec Irembo, où 100% des services sont accessibles via USSD, même sans smartphone. Le Maroc doit répliquer avec WatiQa pour l'état civil. »

Les « maisons de services digitaux hybrides », offrant un soutien humain et des équipements, peuvent aider les citoyens à maîtriser les outils numériques. Ces espaces publics comprennent des agents formés, du matériel en libre accès, des formations hebdomadaires gratuites et un service de médiation numérique. En Tunisie, 50 maisons ont été déployées en 2024, multipliant par deux l'utilisation des services e-gouvernementaux dans ces zones.

## Vers une IA locale et éthique

Pour notre analyste, le développement de l'IA vocale en dialectes locaux facilitera le franchissement de la barrière du clavier. Il rappelle qu'il faut maintenir un triple accès (digital, accompagné, physique) aux services pendant au moins dix ans. Il affirme également la pertinence des « Digital Champions communautaires », jeunes formés comme ambassadeurs digitaux et rémunérés à la mission. Il insiste aussi sur la mise en place d'une tarification sociale de la connectivité, qui permettra de faire d'Internet un service public essentiel, avec notamment un « Data Pass Citoyen » de 5 GB gratuits par mois pour les démarches administratives, des smartphones subventionnés pour les boursiers, et un accès WiFi gratuit dans tous les espaces publics. *« Le Kenya l'a fait avec succès : le coût représente 0,3% du PIB, et la croissance de l'économie digitale est exponentielle. »*

Sur le plan réglementaire, l'audit algorithmique systématique est indispensable, notamment pour détecter les biais liés au genre, à la région, à la langue ou à la classe sociale, avec une explicabilité des décisions afin d'éviter les « boîtes noires », et une certification avant déploiement. Le « Privacy by Design » doit être adapté au contexte local, par la création d'un « Maghreb Data Protection Framework » intégrant la minimisation des données, un consentement explicite en arabe dialectal et en français, un droit à l'effacement compatible avec la loi locale, ainsi que la portabilité des données pour éviter la ressaisie.

Par ailleurs, une transparence radicale est nécessaire, avec un rôle actif des citoyens par la mise en place de tableaux de bord publics sur la collecte et l'utilisation des données, les taux d'erreurs et biais détectés, ainsi que les recours possibles. La Tunisie innove avec des « hackathons éthiques » où des citoyens testent les systèmes publics, permettant d'identifier en 2024 plus de 200 bugs et biais.

### IA « Made in Africa »

En matière de souveraineté, Arnault Chatel ne cache pas les difficultés : *« 95% des solutions IA déployées au Maghreb et en Afrique sont importées de géants comme OpenAI, Google, Microsoft ou Alibaba... Le coût d'entraînement de modèles comme GPT-4 (100 millions de dollars), la rareté des supercalculateurs en Afrique (deux contre plus de 200 aux États-Unis), et la fuite massive des talents (70% des meilleurs ingénieurs partent) compliquent la donne »*, constate M. Chatel.

Si l'Afrique ne crée pas encore ses propres modèles, il y voit des signaux positifs marqués par des réussites concrètes : InstaDeep en Tunisie, rachetée par BioNTech pour 680 millions d'euros, a

développé des algorithmes d'optimisation innovants. Zipline au Rwanda déploie une IA de livraison par drones surpassant Amazon, et M-Pesa au Kenya propose des algorithmes de scoring de crédit performants pour les populations non bancarisées. De plus, l'Afrique dispose d'atouts uniques, comme plus de 2 000 dialectes, une consommation mobile-first, une économie informelle représentant 60% du PIB, et une diversité génétique précieuse pour l'IA dans la santé.

La stratégie réaliste consisterait donc à privilégier une IA frugale et spécialisée, en abandonnant pour l'instant l'ambition d'un ChatGPT africain. *« L'objectif est une IA verticale, ultra-spécialisée, capable de prédire les récoltes en zones arides, diagnostiquer les maladies tropicales, scorer le crédit dans l'économie informelle, et développer le traitement automatique des langues (NLP) pour les dialectes locaux. »* L'Edge AI et les solutions frugales sont aussi des voies d'innovation majeures, notamment pour concevoir des modèles légers fonctionnant sur smartphones, des IA décentralisées sans cloud, et des algorithmes optimisés pour des réseaux à faible bande passante. Enfin, la collaboration panafricaine pourrait transformer la donne en mutualisant ressources, centres de calculs, jeux de données et formation des talents. L'Union africaine prévoit d'investir 5 milliards de dollars sur dix ans, une somme modeste mais efficace si bien utilisée.

### Alerte rouge

Fort de ce qui précède, Arnault Chatel lance une alerte majeure sur le risque d'« étatisme numérique » : sous prétexte de sécurité, l'IA pourrait devenir un outil de contrôle social. Il appelle à fixer des lignes rouges strictes interdisant le scoring social généralisé, la reconnaissance faciale sans cadre rigoureux, et tout profilage prédictif discriminatoire. Le temps est compté : *« Nous disposons de 2 à 3 ans maximum pour poser les bases d'une IA publique éthique, sous peine de voir s'installer des pratiques difficiles à inverser. »*

### MINI-BIOGRAPHIE d'Arnault Chatel

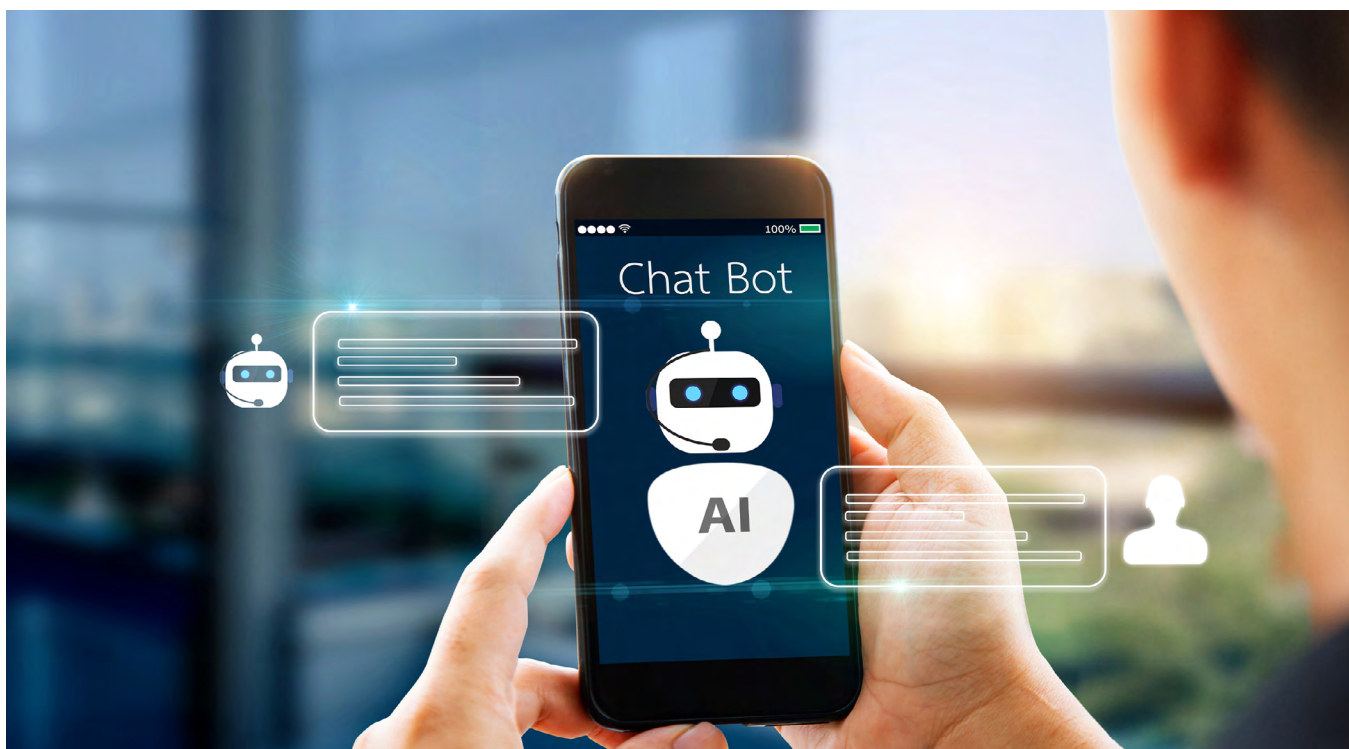
Arnault Chatel est responsable pédagogique du MBADMB de l'EFAP, l'école des nouveaux métiers de la communication. Il est également conférencier sur ses thèmes de prédilection et membre d'Impact AI France, think et do tank sur l'intelligence artificielle. Il évolue depuis plus de 19 ans dans le digital, à la fois comme entrepreneur et collaborateur dans le privé et le public. Enfin, il s'est spécialisé dans les problématiques de transformation numérique et, plus particulièrement depuis 2017, sur l'IA et ses impacts dans les organisations et la société.

## GOVERNANCE ELECTRONIQUE

# IA et chatbots au cœur de l'accès aux services publics

Depuis plusieurs années, de nombreux pays africains investissent dans la transformation numérique de leurs administrations à travers des projets ambitieux de gouvernement électronique (e-gov), visant à moderniser les services publics et à faciliter leur accès grâce aux technologies numériques.

Enock BULONZA



Des initiatives comme *Irembo* au Rwanda, qui permet de demander des certificats de naissance et des permis de conduire en ligne, ou le portail *eCitizen* au Kenya, centralisant plus de 5 000 services publics, illustrent cette dynamique. L'Afrique du Sud, quant à elle, simplifie les démarches relatives aux passeports et aux cartes d'identité grâce au système *e-Home Affairs*. Dans l'espace francophone, la Côte d'Ivoire propose la plateforme *eJustice*, et le Sénégal déploie des guichets numériques régionaux pour faciliter l'obtention de documents d'état civil. Le Maroc multiplie les initiatives comme *Idarati* et *Maroc PME*, permettant le paiement des impôts et la création d'entreprises en quelques clics.

Avec l'essor de l'intelligence artificielle (IA), ces initiatives prennent une nouvelle dimension. Les chatbots et systèmes d'IA apparaissent comme des leviers essentiels pour améliorer l'accès aux services publics et renforcer la gouvernance électronique sur le continent.

### Outils au service de l'inclusion

Célestine Tsondo, titulaire d'un Master en Finance, s'est reconvertie dans la Tech et la data. Fondatrice de *LiNK Digital Finance* à Paris, elle accompagne les petites entreprises dans leur transformation digitale et l'intégration de l'IA. Pour elle, l'IA et les chatbots sont des leviers essentiels pour moderniser les administrations, en rendant les services publics plus accessibles, transparents et inclusifs. « Ces technologies permettent d'automatiser les démarches, réduisant considérablement les délais de traitement. Les citoyens peuvent effectuer certaines procédures sans se déplacer, 24h/24 et 7j/7. Elles renforcent également la transparence et la confiance entre les institutions publiques et la population », dit-elle.

Les chatbots fournissent un accompagnement instantané et personnalisé, réduisent les erreurs et aident les administrations à adapter leurs politiques pour une gouvernance plus efficace et inclusive. Pour Nininahazwe Stève, expert en système financier numérique et cadre à la Banque centrale du Burundi, « les services

*publics deviennent disponibles de manière instantanée, accessibles sans déplacement et garantissent l'équité ainsi que la transparence dans l'accès ».*

### Défis de l'inclusion numérique

L'adoption des solutions numériques reste freinée par l'accès limité à l'électricité et à Internet, la faible maîtrise des technologies, les barrières linguistiques, le manque de confiance, et l'inadéquation des services aux besoins locaux, particulièrement dans les zones rurales. Selon Célestine Tsondo, « *il est essentiel de privilégier des solutions low tech, comme les SMS ou WhatsApp, et d'intégrer les langues locales pour rendre ces outils accessibles à tous* ». Nininnahazwe Stève complète en affirmant que « *le code switching, c'est-à-dire la capacité des chatbots à gérer plusieurs langues et expressions locales, constitue un levier majeur pour toucher le plus grand nombre de citoyens* ».

### Protection des données

La protection des données constitue un enjeu central. Selon les deux spécialistes, héberger les données localement, chiffrer les informations et mettre en place une authentification forte sont des mesures incontournables. Les gouvernements doivent également adopter des cadres juridiques clairs et harmonisés, inspirés des standards internationaux, tout en sensibilisant les citoyens à leurs droits numériques. « *La souveraineté numérique, la gouvernance éthique et l'éducation numérique sont essentielles pour bâtir un écosystème digital sûr et innovant* », souligne Mme Tsondo.

### Rôle du secteur privé et des startups

Les startups africaines sont à l'avant-garde dans le développement et le déploiement de solutions numériques adaptées aux réalités

locales. Elles apportent leur expertise technique, leur agilité et leur connaissance du terrain pour concevoir des systèmes inclusifs et durables. « *Les gouvernements doivent collaborer étroitement avec ces entreprises pour accélérer la transformation numérique, stimuler l'emploi et favoriser un leadership technologique africain* », précise M. Nininnahazwe.

### Perspectives pour les dix prochaines années

L'intégration de l'IA dans la gouvernance électronique africaine est promise à un avenir ambitieux. Les deux experts s'accordent sur une vision commune axée sur la généralisation de l'identité numérique, regroupant état civil, parcours scolaire et professionnel, ainsi que la langue locale de chaque citoyen. Cette étape permettra de rapprocher l'État des citoyens, d'améliorer la planification des politiques publiques et de renforcer la transparence. « *Dans les dix prochaines années, nous passerons de l'expérimentation à la généralisation, avec des infrastructures interconnectant les différents ministères et institutions, marquant la naissance d'une administration numérique intégrée et efficace* », conclut Nininnahazwe Stève.

### Innovation locale et impact social

L'IA et les chatbots offrent de nouvelles opportunités d'inclusion sociale, permettant aux populations exclues du numérique d'accéder à l'éducation, aux services financiers et aux informations publiques. Ils stimulent également l'innovation locale, avec des entrepreneurs africains développant des solutions adaptées aux besoins des communautés. « *Pour réussir, leur déploiement nécessite des investissements dans les infrastructures numériques, la formation, la cybersécurité et l'inclusion, afin de transformer les administrations africaines en systèmes numériques inclusifs, transparents et efficaces* », souligne Célestine Tsondo.



## PUBLI-REPORTAGE

## MAROC

## L'IA de plus en plus enjeu de l'egov



De g. à d. : Jean-Michel Huet, Mohamed Faical Nebri, Nouama Balafrej et Hakim Rharrit de BearingPoint.

**L**e Maroc poursuit sa transition vers des services publics numériques, avec l'objectif de simplifier les démarches, améliorer l'accès à l'information et rationaliser les processus. L'intelligence artificielle, en plein essor à l'échelle mondiale, pourrait devenir un outil clé pour accélérer cette transformation. Encore faut-il définir les conditions de son intégration dans l'action publique.

Alors que le pays a posé les fondations d'un État numérique, l'essor rapide de l'intelligence artificielle ouvre de nouvelles perspectives. Il ne s'agit plus seulement d'automatiser les processus existants, mais d'exploiter la capacité de ces technologies à analyser, recommander, alerter ou orienter. Bien intégrée, l'IA peut transformer en profondeur la manière dont l'administration conçoit et délivre ses services – à condition d'en maîtriser les usages et de veiller à ce qu'elle ne creuse pas davantage les inégalités existantes.

#### Le Maroc face au défi de la continuité dans sa transformation numérique

Depuis quelques années, le Maroc affiche une volonté affirmée de transformer son administration grâce au numérique. Portée par des programmes structurants tels que le Nouveau Modèle de Développement ou la stratégie « Maroc Digital 2030 », cette dynamique a déjà permis de lancer plusieurs plateformes emblématiques et de digitaliser plus de soixante services publics. Dans ce contexte en pleine mutation, l'intelligence artificielle (IA) émerge comme un levier technologique de premier plan, susceptible d'accélérer la mue numérique de l'administration et d'en approfondir l'impact. Mais cette transition pose aussi des questions fondamentales, liées

à la gouvernance, à la souveraineté des données et à l'inclusion sociale.

La transformation numérique de l'État marocain s'est construite progressivement autour d'un cadre institutionnel renforcé. Un ministère délégué à la Transition numérique a vu le jour, une feuille de route a été élaborée, et plusieurs textes réglementaires ont été adoptés pour structurer l'action publique en la matière. Parmi les avancées notables figurent la plateforme Idaraty, qui centralise un large éventail de démarches administratives, Chikaya, qui permet aux citoyens de formuler leurs réclamations en ligne, ou encore Chafafiya, dédiée à l'accès à l'information publique. L'identité numérique, quant à elle, facilite un accès sécurisé aux services dématérialisés. Ces initiatives traduisent une volonté réelle de modernisation. Elles ont permis de rendre les services publics plus accessibles, plus transparents et plus efficaces dans certaines zones. Toutefois, la fracture numérique demeure bien réelle, tant sur le plan social que territorial. L'usage des services en ligne reste faible dans les régions les plus éloignées ou chez les populations les moins alphabétisées. Par ailleurs, l'interopérabilité entre les différents systèmes d'information publics est encore lacunaire, et la simplification des démarches reste souvent superficielle, se limitant à une digitalisation formelle sans repenser les processus sous-jacents.

#### L'IA, un levier d'innovation pour une administration plus réactive

L'IA permet d'aller au-delà de la simple dématérialisation. Elle ouvre la voie à des logiques prédictives, à la personnalisation des services, et à la détection proactive des anomalies. Elle permet une

meilleure allocation des ressources et une anticipation des besoins des usagers.

#### **Côté usager : une expérience réinventée**

Les outils d'intelligence artificielle transforment profondément la manière dont les citoyens interagissent avec les services publics. Grâce à des assistants conversationnels, à des suggestions intelligentes ou au pré-remplissage automatisé, les démarches deviennent plus fluides et plus intuitives. Ces dispositifs permettent de limiter les erreurs, d'éviter les allers-retours et de mieux guider l'utilisateur à chaque étape. En Afrique du Sud, par exemple, la plateforme GovChat permet aux citoyens de poser des questions, de signaler des problèmes et d'accéder à des services via une interface de messagerie familière. Ce type d'outil participe à renforcer le lien entre administration et citoyens, en rendant la relation plus directe, plus réactive et plus accessible.

L'accessibilité à l'information en est également simplifiée. L'analyse sémantique et le traitement du langage naturel (NLP) rendent compréhensibles des contenus complexes : conditions d'éligibilité, textes réglementaires, procédures juridiques. Ces outils profitent en particulier aux personnes peu alphabétisées, non francophones ou en situation de handicap, en leur offrant un accès simplifié, voire vocalisé, aux services publics, renforçant ainsi l'inclusion numérique.

#### **Côté administration : fluidité, efficacité, pilotage**

L'intelligence artificielle change aussi la donne pour les services publics côté coulisses. L'automatisation des tâches répétitives — telles que le traitement de justificatifs ou la gestion de dossiers standards — libère du temps pour ce qui compte vraiment : accompagner les usagers dans les situations complexes, celles qui requièrent discernement, écoute et capacité d'adaptation.

Mais ce n'est pas qu'une question de gain de temps. Grâce à l'analyse des données, les administrations peuvent mieux comprendre leurs propres fonctionnements. Quels services sont saturés ? Où surgissent les retards ? Quels parcours usagers posent problème ? L'IA fournit des tableaux de bord dynamiques et intelligents, permettant de piloter les services publics de manière plus fine, plus réactive.

Enfin, l'IA ouvre une perspective ambitieuse : celle d'un service public plus juste et plus proche de ses citoyens. En mobilisant intelligemment les données sociales, géographiques, fiscales ou comportementales, elle permet de mieux orienter les aides, de renforcer l'équité dans l'accès aux droits, et d'identifier ceux que les dispositifs classiques ne parviennent pas à atteindre. Elle devient ainsi un levier de confiance et d'inclusion, au service de politiques publiques universelles.

#### **Santé, éducation, justice... Des applications concrètes dans les services publics clés**

C'est dans les usages concrets que l'intelligence artificielle révèle tout son potentiel. Elle peut dès aujourd'hui transformer la manière dont certains services publics fonctionnent au quotidien.

Santé, éducation, justice, fiscalité... autant de secteurs confrontés à des défis récurrents où l'IA peut apporter des réponses tangibles : meilleure anticipation, accompagnement plus fin, réduction des inégalités d'accès, transparence renforcée.

#### **Santé : anticiper, désengorger, répartir**

Dans un secteur où la pression sur les infrastructures est forte, l'IA offre des réponses concrètes. Elle permet de prédire les pics d'affluence dans les centres de santé, orienter les patients vers les structures les moins engorgées, et mieux répartir les ressources médicales. Elle peut aussi assurer un suivi des stocks de médicaments, anticiper les ruptures et optimiser la chaîne logistique. À plus long terme, l'analyse automatisée des examens médicaux pourrait contribuer à la détection précoce de maladies, à la priorisation des cas urgents, et à l'allègement du travail des professionnels de santé.

#### **Éducation : détecter les risques, personnaliser les parcours**

Le potentiel de l'IA dans l'éducation réside dans sa capacité à accompagner chaque élève selon son propre rythme. En analysant les données de notes, de présence ou de contexte familial, elle peut alerter sur des risques de décrochage bien avant qu'ils ne se concrétisent. Elle permet aussi de personnaliser les parcours pédagogiques, d'orienter les élèves vers les filières les plus adaptées, et de renforcer le lien entre élèves, familles et institutions. L'affectation dans les établissements pourrait aussi gagner en transparence et en efficacité grâce à des algorithmes prenant en compte des critères à la fois pédagogiques et géographiques.

#### **Justice : fluidifier l'accès et les traitements**

Dans un système souvent perçu comme long et complexe, l'IA peut faciliter l'accès au droit et accélérer les procédures. Elle peut aider à trier les dossiers, à identifier les cas prioritaires ou les redondances, et à proposer des jurisprudences pertinentes aux magistrats. Pour les citoyens, des assistants virtuels peuvent expliquer les procédures, guider vers les bons services ou aider à constituer un dossier complet, rendant la justice plus compréhensible, plus accessible et moins intimidante.

#### **Fiscalité : détecter, sécuriser, hiérarchiser**

En Afrique du Sud, les systèmes fiscaux automatisés sont déjà opérationnels. Ils permettent de repérer plus rapidement les erreurs, d'améliorer la conformité et de hiérarchiser les contrôles. L'automatisation intelligente contribue ainsi à une fiscalité plus équitable et plus efficiente. Le Ghana, de son côté, explore actuellement l'usage de l'IA pour détecter des anomalies dans les déclarations fiscales en analysant les données en temps réel, mais les déploiements à grande échelle restent en cours de structuration.

#### **Aides sociales : identifier, cibler, ajuster**

Le Togo a amorcé, pendant la crise sanitaire, une expérimentation prometteuse autour de l'utilisation de l'IA pour la distribution rapide et ciblée des aides sociales. En croisant données mobiles, localisation et profils socio-économiques, le programme Novisi visait à identifier les bénéficiaires sans passer par une lourde procédure administrative. Si ce type d'usage reste encore à généraliser, il ouvre la voie à une protection sociale plus agile, capable

de répondre aux urgences comme aux besoins structurels. Ce type d'usage ouvre la voie à une protection sociale plus agile, capable de répondre aux urgences comme aux besoins structurels.

### Quelles conditions pour une IA publique maîtrisée ?

L'intelligence artificielle dans le secteur public n'est plus une perspective lointaine, mais une réalité qui s'impose progressivement à de nombreux pays, à des rythmes variés. Pour éviter qu'elle n'accroisse les inégalités d'accès ou de qualité, il est essentiel d'en poser les bons fondements : gouvernance rigoureuse des données, montée en compétences des agents, cadre d'usage responsable et souci constant de l'utilisateur. Le Maroc, déjà engagé dans plusieurs chantiers de modernisation numérique, doit inscrire ses ambitions en matière d'IA dans cette dynamique, avec rigueur, méthode et vigilance.

Pour matérialiser ces ambitions et garantir cette vigilance, le Maroc a récemment noué des alliances avec des partenaires de référence en matière de développement de l'IA éthique. Le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration a notamment signé un mémorandum d'entente avec Mistral AI, leader européen de l'intelligence artificielle, marquant une étape majeure pour le positionnement du Royaume comme futur hub technologique et numérique en Afrique. Ce partenariat stratégique poursuit un double objectif : développer les compétences nationales en IA à travers la formation et la recherche appliquée, tout en favorisant l'usage éthique, inclusif et responsable de ces technologies, garantissant la protection des données et la confiance citoyenne. Cette initiative traduit la volonté de développer des solutions d'IA souveraines et adaptées aux besoins locaux, tout en consolidant la place du Maroc comme pôle d'excellence régional et africain dans ce secteur stratégique.

### Structurer et fiabiliser les données

Pour que l'intelligence artificielle tienne ses promesses dans le secteur public, elle doit s'appuyer sur des données de qualité, bien structurées et interopérables. Cela implique une meilleure coordination entre administrations, l'adoption de standards communs, et une gouvernance claire sur la collecte, le partage et l'usage des données. Sans un tel socle, les algorithmes risquent de produire des résultats biaisés ou inexploitable. Le Maroc doit poursuivre ses efforts en matière de structuration, de normalisation et d'ouverture encadrée des données.

### Renforcer les compétences humaines

Le développement de l'intelligence artificielle dans les services publics repose aussi sur la capacité des institutions à faire évoluer les compétences en interne. Il ne s'agit pas uniquement de recruter des experts techniques, mais aussi de former les agents aux usages, aux enjeux et aux limites de ces outils. Cela nécessite une montée en compétence progressive, à tous les niveaux de responsabilité, et un accompagnement adapté pour encourager l'appropriation des outils.

### Adopter une gouvernance éthique et souveraine

Le déploiement de l'IA dans les administrations implique des choix structurants en matière de gouvernance. Il faut encadrer le développement et l'usage des algorithmes, garantir la transparence des décisions automatisées, et prévenir les biais potentiels. La localisation des données sensibles, la maîtrise des outils critiques et la capacité à auditer les systèmes sont des éléments clés pour garantir la souveraineté numérique et la confiance dans les services.

### Rester centré sur l'utilisateur

Les outils d'intelligence artificielle doivent s'adapter aux réalités des citoyens, et non l'inverse. Ils doivent faciliter les démarches, sans les complexifier et sans exclure les publics les plus vulnérables. Cela suppose de concevoir les services de manière inclusive, de maintenir des alternatives humaines accessibles, et d'intégrer des phases de test en conditions réelles. Le langage, le niveau d'alphabétisation, les habitudes numériques ou les contraintes de connectivité doivent être pris en compte dès la conception des outils.

### L'IA, un outil puissant à manier avec discernement

L'intelligence artificielle offre au Maroc une opportunité inédite de franchir un nouveau cap dans la modernisation de ses services publics. Elle ne remplace pas les politiques publiques, mais les prolonge et les affine, en rendant possible une administration plus agile, plus proactive et plus proche des réalités du terrain. Sa mise en œuvre demande méthode, anticipation et vigilance. À condition d'être bien encadrée, alignée avec les priorités nationales et pensée dès sa conception comme un outil au service de l'intérêt général, l'IA peut devenir un catalyseur puissant d'un service public plus efficace, plus équitable et plus inclusif.



Salé : La Tour Mohammed VI

## PUBLI-REPORTAGE

## LAFRICAMOBILE

## En première ligne pour l'inclusion numérique des entreprises en Afrique

Le continent africain est un terreau d'innovations technologiques. Cependant, cet élan se heurte parfois à la barrière des langues locales. Pour LAfricaMobile, c'est une barrière qu'il faut lever. Cette plateforme de communication multicanale construit des ponts entre entreprises, organisations non-gouvernementales, institutions et leurs usagers. En dotant ces entités d'outils de communication accessibles à toutes les couches socio-professionnelles, elle apporte du sens à l'innovation technologique sur un marché en pleine croissance sur le continent.

Souleyman TOBIAS

Que ce soient avec ses solutions SMS, USSD, VOCALE, WHATSAPP, TTS ou AIRTIME, les solutions que propose LAfricaMobile permettent aux entreprises, ONG et institutions de se rapprocher davantage de leurs clients. Elle est ainsi au cœur de la transformation digitale des organisations et des marques africaines avec sa plateforme «All in One». LAfricamobile mise notamment sur l'intelligence artificielle pour faire tomber les barrières linguistiques. Le défi est d'amener les entreprises, organisations et marques du continent à communiquer plus efficacement avec leurs clients.

En décembre 2024, Malick Diouf, un des fondateurs, confiait à Cio mag la vision globale de LAfricaMobile qui est de « servir toutes les entreprises où qu'elles soient en Afrique. » « Il se trouve que nous avons réussi à en servir quelques-unes dans une quinzaine de pays en Afrique de l'Ouest. Notre ambition à très court terme est de le faire aussi en Afrique centrale », confiait Malick Diouf. Déjà présente en RDC, LAfricaMobile entend étendre son implantation avec l'ouverture prochaine de nouveaux bureaux au Cameroun, au Gabon et au Congo Brazza pour relever le pari de la couverture de L'Afrique Centrale. Cette zone « représente aujourd'hui l'un de nos plus grands marchés, caractérisé par des usages variés et en constante évolution. Certains secteurs y sont particulièrement dynamiques, à l'image du secteur financier, du betting, qui illustrent la maturité croissante de l'écosystème digital dans la région », précise M. Malick

## Stratégie structurée et soutenue

Dans sa stratégie de développement, LAfricaMobile compte également rallier l'Afrique du Nord. « En partenariat avec Cynoia, l'entreprise s'ouvre les portes de la région et fait du Maghreb un axe stratégique majeur de sa croissance », explique Anta Ba Sakho, la Directrice Commerciale, avant de poursuivre : « Notre ambition est de consolider notre présence du Nord au Sud du continent et d'offrir une expérience fluide et homogène. A long terme, nous voulons devenir le partenaire incontournable de la transformation digitale en Afrique. »

Outre les partenariats stratégiques fructueux, la croissance rapide de ce géant africain repose également sur des financements conséquents

**Malick Diouf**  
CEO de LAfricaMobile



issus des levées de fonds. En décembre 2024, LAfricaMobile levait 6,5 millions d'euros, soit 7 millions de dollars US en série A avec le soutien de Bpifrance. Quelques mois plus tôt, elle s'adjudgeait 4,3 millions d'euros, soit près de 5 millions de dollars US. « Les fonds levés en 2024 ont joué un rôle déterminant : ils ont rendu possible l'ouverture de nouvelles succursales, le renforcement de nos équipes locales et l'intégration de nouvelles langues africaines. Autant d'avancées qui traduisent concrètement notre mission : accompagner la croissance des entreprises africaines et rapprocher les communautés par le digital », commente Raymond Mendy, Directeur Exécutif de l'entreprise.

Dix ans à peine après sa création, cette jeune pousse africaine a dans son portefeuille plus de 66 opérateurs et plus de 400 entreprises dans 18 pays.

### Innovation continue et impacts

« *LafricaMobile intègre désormais l'intelligence artificielle au cœur de ses solutions, à travers la synthèse vocale (Text-to-Speech) et la reconnaissance vocale (Speech-to-Text), avec un focus unique : les langues africaines. Côté TTS, notre offre couvre déjà plusieurs langues majeures telles que le wolof (Sénégal), le bambara (Mali), le dioula (Côte d'Ivoire) et le lingala (RDC). Nous avons récemment élargi cette palette avec l'intégration du swahili parlé au Kenya, en RDC et en Tanzanie. Sur le volet STT, nous avons introduit de nouvelles langues stratégiques : le fongbé (Bénin), l'éwé (Togo), l'haoussa (Nigeria, Niger), le fulfuldé (Sénégal, Mali, Niger, Cameroun) ainsi que le swahili* », renseigne Mame Diarra Fall, Chef de projet Marketing et Communication. Ces solutions permettent aux entreprises de réduire leurs coûts opérationnels, tout en offrant aux usagers finaux un accès inclusif aux services digitaux.

Pour renforcer son impact et son leadership dans l'écosystème numérique du continent, LafricaMobile saisit l'opportunité des Assises de la Transformation Digitale en Afrique (ATDA) 2025 à Rabat au Maroc. « *Notre présence aux ATDA-2025 s'inscrit dans la continuité de notre engagement auprès des acteurs du numérique africain. Ces rencontres sont pour nous un moment privilégié pour partager notre vision,*

*échanger avec nos partenaires et renforcer notre rôle dans l'écosystème de la transformation digitale* », explique Malick Diouf, CEO de LafricaMobile. Pour l'entreprise, l'enjeu est triple. Il s'agit de mettre en avant ses innovations, notamment autour de l'intégration de l'intelligence artificielle dans les langues africaines avec des solutions de Text-to-Speech et Speech-to-Text (1) ; d'accélérer les synergies avec les institutions publiques (2) et de partager sa nouvelle étape d'expansion en Afrique du Nord (3).

### Perspectives

En pleine expansion, LafricaMobile reste attentive aux mutations et synergies dans le secteur du numérique. Réagissant à la mise en place de la Plateforme Interopérable du Système de Paiement Instantané (PI-SPI) de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), elle estime que « *la PI-SPI va profondément moderniser et harmoniser l'écosystème des paiements numériques en Afrique de l'Ouest.* » Pour LafricaMobile, c'est une excellente opportunité qui lui permettra « *d'enrichir et de simplifier son offre de services financiers (comme le Bill Payment et l'Airtime) en les connectant de manière plus fluide et sécurisée à l'ensemble du paysage bancaire et financier de la région.* » « *Nous suivons son déploiement avec un vif intérêt et nous nous préparons à l'intégrer à nos solutions pour offrir à nos clients Entreprise et à leurs utilisateurs finaux des expériences de paiement encore plus seamless et panafricaines* », rassure Raymond Mendy, Directeur Exécutif de l'entreprise.

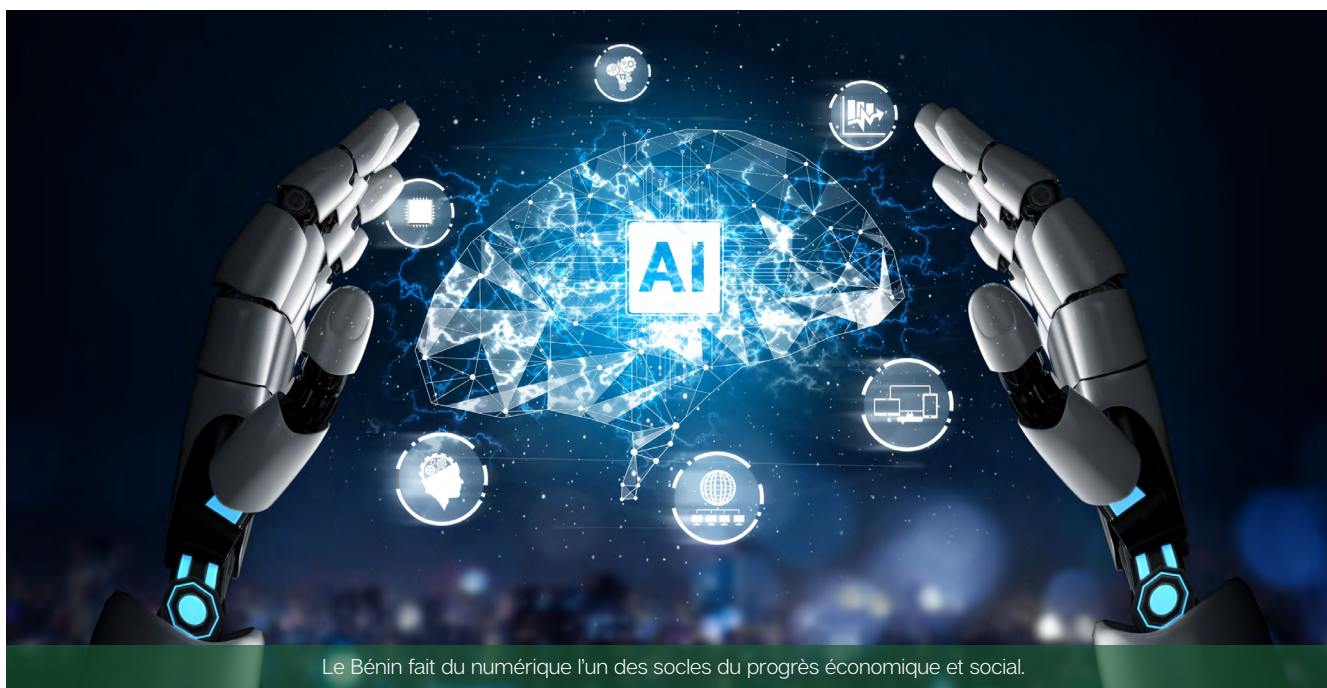


## STRATÉGIE «SNIAM 2023-2027»

# Vers une transformation numérique durable au Bénin

Le Bénin a tracé sa feuille de route vers l'innovation numérique. En effet, la Stratégie nationale d'intelligence artificielle et des mégadonnées 2023-2027 (SNIAM) a été adoptée en Conseil des ministres le 18 janvier 2023. Le processus d'élaboration, conduit par le Ministère du Numérique et de la Digitalisation, a intégré toutes les parties prenantes, suivant une approche holistique axée sur des solutions technologiques adaptées aux besoins spécifiques de notre pays, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, du cadre de vie, du tourisme et en tenant compte des cas d'utilisation applicables au contexte béninois.

Michaël TCHOKPODO



Le Bénin fait du numérique l'un des socles du progrès économique et social.

**D**ans un monde en pleine mutation, l'intelligence artificielle (IA) devient indispensable, imposant une adaptation rapide dans plusieurs domaines d'activité. Afin de tirer pleinement parti des atouts qu'offre l'IA dans les secteurs clés du développement, et de positionner le Bénin comme un acteur majeur de l'IA en Afrique de l'Ouest, le Ministère du Numérique et de la Digitalisation a élaboré la SNIAM.

Il s'agit d'un document de référence traduisant la volonté du gouvernement de faire du pays un acteur émergent de la transformation numérique en Afrique. Pour ce faire, il exploite le potentiel de l'IA et des mégadonnées afin de stimuler le développement économique et social. Cette stratégie s'appuie sur le Plan national de développement 2018-2025 (PND) et vise à faire rayonner le Bénin grâce à l'intelligence artificielle, levier de croissance des secteurs stratégiques, dans une approche opportuniste à l'horizon 2027.

Ainsi, la SNIAM « devra permettre de réaliser cette vision sur les cinq prochaines années », indique le document. L'objectif est donc clair : faire du Bénin un pôle d'innovation numérique au service des citoyens, des entreprises et de l'administration publique.

### Quatre programmes pour une transformation durable

Selon le document, des objectifs stratégiques ont été définis pour mettre en œuvre progressivement cette vision. Concrètement, quatre programmes clés ont été identifiés : le développement et la mise en œuvre opportuniste de solutions d'IA dans les secteurs prioritaires ; le renforcement des capacités humaines des acteurs dans les métiers et emplois liés à l'IA ; l'appui à la formation, à la recherche, à l'innovation, au secteur privé et à la coopération ; enfin, la mise en place du cadre de gouvernance de l'IA et de la gestion des données massives.

Le premier programme vise à concrétiser les cas d'usage et initiatives à fort impact, en passant les prototypes associés à l'échelle opérationnelle. Le deuxième programme permettra de renforcer les compétences humaines en IA et en gestion des mégadonnées. Quant au troisième, il a pour objectif d'assurer un soutien accru à la recherche, à l'innovation, au secteur privé ainsi qu'à la coopération dans le domaine de l'IA. Enfin, le quatrième programme prévoit la mise à jour du cadre juridique et réglementaire relatif à l'IA et à la gestion des mégadonnées. Par ailleurs, des objectifs spécifiques ont été définis pour chacun de ces programmes, accompagnés d'un programme d'action visant à assurer une exécution optimale.

### Financement et mobilisation

Pour garantir la bonne exécution de la stratégie SNIAM 2023-2027 et atteindre ses objectifs, une mobilisation importante de ressources humaines et financières s'avère nécessaire. Cette mobilisation permettra notamment de préparer « l'infrastructure technologique nécessaire, renforcer les capacités des acteurs et dynamiser l'écosystème ».

Selon le document, le financement sur la période 2023-2027 est estimé à environ 4,68 milliards de francs CFA. Il est important de souligner que « le mécanisme de financement et la mobilisation des ressources financières sont fondamentaux et conditionnent la

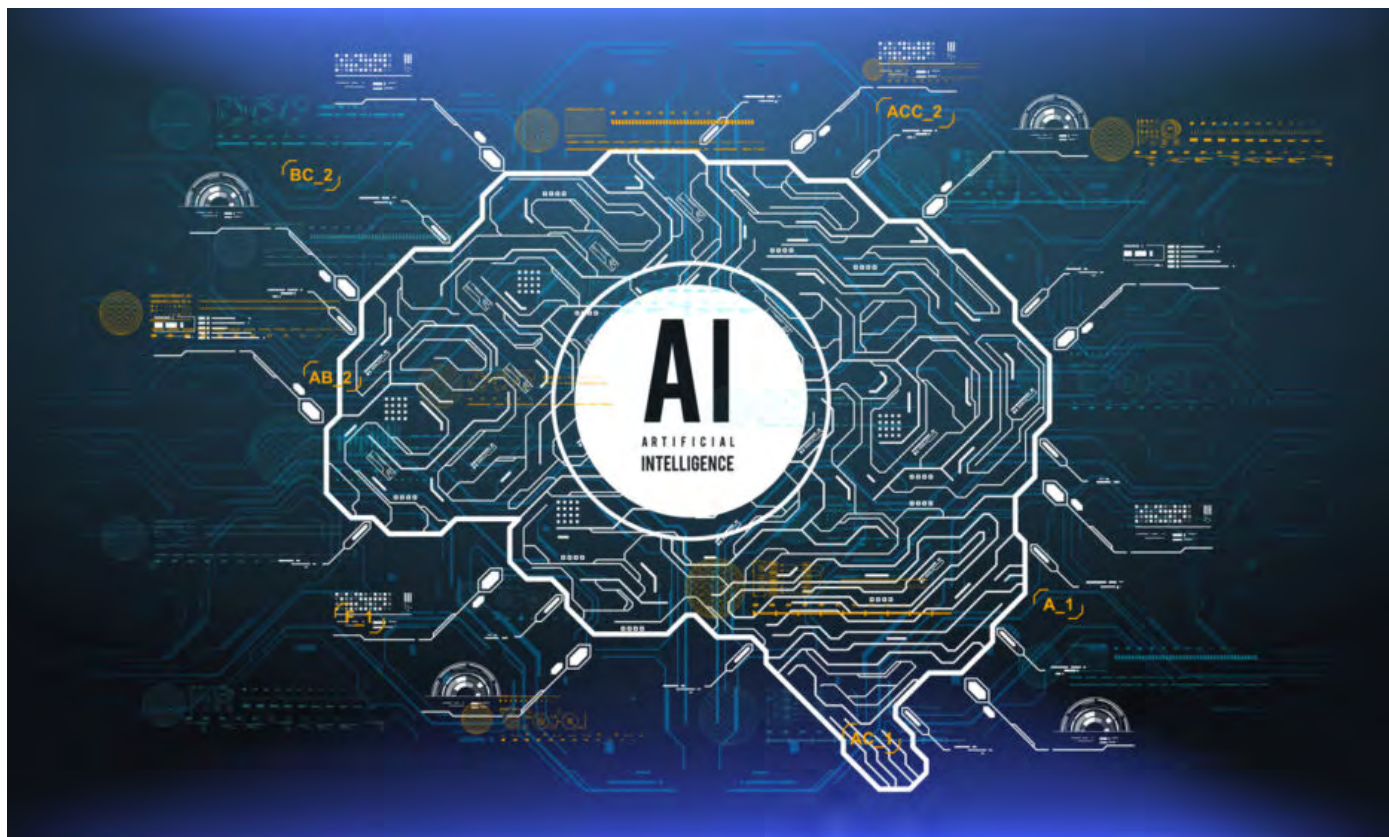
réussite de la mise en œuvre de la stratégie de l'intelligence artificielle. Les investissements requis étant considérables, la stratégie de financement s'articule autour de la mobilisation des ressources, aussi bien internes qu'externes ».

Ainsi, le financement sera assuré par le budget de l'État, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers (PTF).

### Un levier de croissance et de souveraineté numérique

La Stratégie nationale d'intelligence artificielle et des mégadonnées au Bénin vise à répondre aux besoins des secteurs stratégiques selon les objectifs du PND et du PAG, et à positionner le Bénin comme un pionnier dans l'éclosion d'un écosystème de l'IA dans la sous-région. Au-delà de la simple technologie, cette stratégie reflète une ambition nationale majeure : renforcer la souveraineté numérique du Bénin. En intégrant l'IA dans les politiques publiques et les secteurs stratégiques, le gouvernement espère améliorer la qualité des services, renforcer la transparence administrative et booster la compétitivité régionale du pays.

Il convient également de rappeler que de nombreux gouvernements à travers le monde ont mis en place des stratégies ou des actions ciblées pour favoriser l'adoption de l'intelligence artificielle. Par la SNIAM 2023-2027, le Bénin confirme donc sa volonté de bâtir un avenir numérique inclusif et durable.

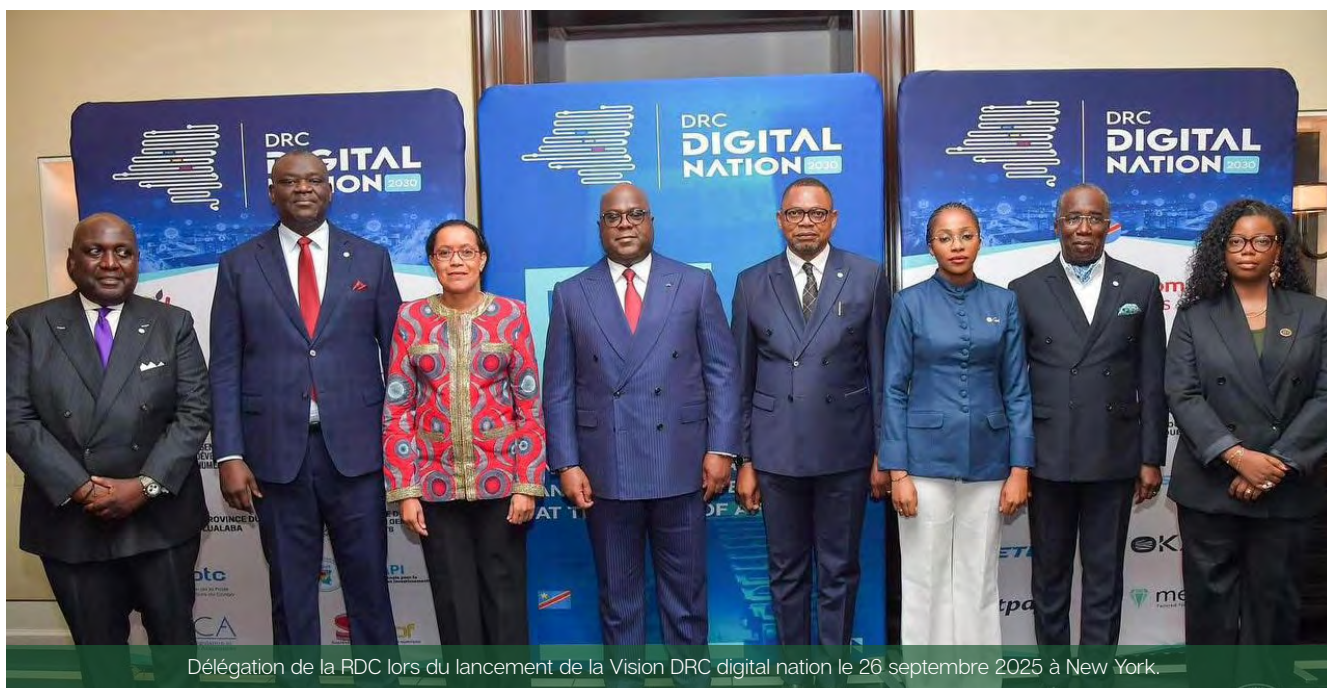


## DECLARATION AFRICAINE SUR L'IA

### Quel avenir pour la RDC ?

Plusieurs pays africains ont franchi une étape majeure vers une gouvernance commune de l'intelligence artificielle (IA) en signant, le 4 avril dernier à Kigali, au Rwanda, la Déclaration africaine sur l'IA, lors du Global AI Summit. Ce document vise à encadrer l'usage de l'IA selon des principes d'éthique, d'équité, d'innovation et d'inclusion, tout en favorisant la coopération technologique à l'échelle du continent. Pourtant, un acteur de taille était absent, la République démocratique du Congo. Cette absence interpelle et soulève des questions cruciales sur les avantages que ce pays situé au cœur de l'Afrique pourrait tirer d'une adhésion à cette initiative continentale et sur les défis qu'elle devrait encore surmonter pour y parvenir.

Enock BULONZA



Délégation de la RDC lors du lancement de la Vision DRC digital nation le 26 septembre 2025 à New York.

La Déclaration africaine sur l'IA s'inscrit dans une volonté de construire une souveraineté numérique africaine fondée sur la maîtrise des technologies émergentes. Elle encourage les États à adopter des politiques communes de protection des données, de transfert des compétences, et de développement d'infrastructures numériques interconnectées.

Pour le professeur Joseph Yav Katshung de la faculté de Droit de l'Université de Lubumbashi (RD Congo) et spécialiste du droit du numérique, cette initiative « offre aux pays africains l'occasion historique de parler d'une seule voix face aux puissances technologiques mondiales et de créer un modèle africain de gouvernance de l'IA, ancré dans nos réalités et nos valeurs ».

#### Pourquoi cette déclaration est cruciale pour la RDC

L'adhésion à cette Déclaration représenterait pour la RDC une opportunité stratégique d'aligner sa politique nationale en matière

d'intelligence artificielle sur les standards africains et internationaux. À travers sa vision « DRC Digital Nation 2030 », lancée le 26 septembre 2025 à New York, en marge de la 80<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies par le président Félix Tshisekedi, le pays ambitionne de faire du numérique un levier majeur de développement économique et social. Ce plan repose notamment sur la formation des talents numériques, la création d'un cadre légal pour la gouvernance des données, et la digitalisation des services publics.

Dans cette perspective, explique le Professeur Joseph Yav dans un article publié dans le numéro 8 de la Revue de Droit du numérique - publication scientifique spécialisée dans l'analyse et la diffusion des connaissances juridiques relatives aux technologies numériques en République démocratique du Congo - l'adhésion de la RDC à la Déclaration « constituerait une opportunité stratégique pour aligner ses politiques numériques ambitieuses avec une initiative continentale de transformation technologique ».

### Des défis structurels à surmonter

Cependant, l'adhésion ne serait pas sans défis. Le pays fait face à un retard en matière d'infrastructures numériques, la connectivité reste faible, notamment dans les zones rurales, et les investissements en datacenters sont encore limités. À cela s'ajoute l'absence d'un cadre juridique complet sur la gouvernance de l'IA, la cybersécurité et la protection des données personnelles. Le Pr. Katshung souligne à ce propos que sans un appareil institutionnel solide, l'adhésion à la Déclaration risquerait d'être symbolique plutôt qu'efficace. « *Le pays doit d'abord asseoir sa régulation et sa stratégie de gouvernance numérique.* »

### Former les talents locaux, un impératif pour l'avenir

Un autre enjeu important est la formation du capital humain. Aujourd'hui, la majorité des projets d'IA en RDC reposent sur une expertise étrangère. L'adhésion à la Déclaration africaine pourrait stimuler la création d'écoles régionales d'IA, encourager les programmes universitaires spécialisés, et réduire la dépendance vis-à-vis des experts internationaux. Les autorités congolaises l'ont compris. Le 8 octobre dernier, le ministre de l'Economie numérique, Augustin Kibassa Maliba, a procédé au lancement officiel des travaux de rédaction du Plan national du numérique 2026-2030 (PNN2) et de la Stratégie nationale de l'intelligence artificielle (SNAI).

Le PNN2 s'articule autour de quatre piliers essentiels : le développement des infrastructures et de la connectivité, la transformation numérique des services publics, le renforcement du capital humain et de l'inclusion numérique, ainsi que la cybersécurité et la confiance numérique. Les autorités congolaises prévoient également la création d'une Académie congolaise de l'intelligence artificielle, qui « *sera à la fois un centre de formation de haut niveau, un incubateur d'innovation, et un pôle de recherche appliquée, où se croiseront experts nationaux, jeunes talents, institutions publiques et partenaires internationaux* », a expliqué le ministre Kibassa.

### Des retombées possibles sur les secteurs clés

En devenant signataire de la Déclaration africaine sur l'IA, le pays se positionnerait comme « *un acteur influent dans les discussions internationales sur l'intelligence artificielle et attirerait des investissements favorisant son développement technologique* », note le Prof. Kashung. Il ajoute que ce pas traduirait également l'engagement du pays « *à collaborer étroitement avec les autres nations africaines pour relever ensemble les défis technologiques et socio-économiques de demain, renforçant à la fois sa position régionale et son impact global dans l'économie numérique* ».

### Vers une diplomatie numérique africaine

Au-delà des aspects techniques, la Déclaration africaine sur l'IA symbolise l'émergence d'une véritable diplomatie numérique

Professeur  
**Joseph Yav  
Katshung**



panafricaine, où les États du continent se concertent pour construire une économie numérique à la fois inclusive et durable. Cette déclaration poursuit des objectifs ambitieux, visant à positionner l'Afrique comme un leader mondial dans l'adoption d'une intelligence artificielle éthique, fiable et inclusive, tout en exploitant le potentiel de l'IA pour stimuler l'innovation et la compétitivité dans des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation, l'agriculture et la résilience climatique.

Selon un communiqué de presse de l'Economie numérique, l'État prévoit dans cette perspective, une mobilisation financière historique de « *près de 1 milliard USD de ressources publiques* » qui seront injectés dans le secteur du numérique entre 2026 et 2030, auxquels s'ajouteront plus de 500 millions USD d'appuis extérieurs déjà garantis par les partenaires internationaux. Ces investissements visent à soutenir des projets concrets dans les domaines de la connectivité, de la transformation digitale des services publics, de la formation, et de la cybersécurité.

### Le risque de rester en marge

De nombreux observateurs estiment que l'adhésion de la RDC pourrait nécessiter un certain temps, étant donné que le pays n'en est encore qu'à la phase de rédaction de sa stratégie nationale en intelligence artificielle. Cependant, un retard prolongé risquerait d'isoler la RDC des principales dynamiques continentales, d'autant plus que des pays comme le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda ou le Ghana ont déjà mis en place des cadres réglementaires solides et des programmes de recherche appliquée. « *La RDC risquerait de manquer le train de la gouvernance collective de l'IA. Dans un contexte où les alliances technologiques se multiplient, ne pas adhérer reviendrait à laisser d'autres définir les normes auxquelles le pays devra tôt ou tard se conformer* », alerte le Professeur Katshung.

## IA ET BIG DATA

# Transparence et défis pour les libertés dans la gouvernance publique

L'intelligence artificielle (IA) s'invite dans tous les aspects de la vie. Partout, les initiatives basées sur l'IA sont déployées de manière accélérée. Cet engouement pour les innovations ne laisse pas toujours la place au recul nécessaire pour mesurer l'impact des solutions déployées sur le vécu des citoyens. Si les données de masse facilitent depuis plusieurs années le déploiement de nouvelles solutions dans tous les secteurs, l'introduction de l'IA dans la collecte, le stockage, la diffusion ou l'usage de ces données propulse le monde dans une nouvelle dimension des possibles. Dans un contexte de fortes suspicions, il est nécessaire d'interroger les risques, le revers potentiel de l'association IA/Big Data dans la gouvernance publique. S'agit-il de moyens de contrôle de masse par les gouvernants ou de réelles perspectives de transparence dans la gestion publique ? Jusqu'où l'IA pourrait-elle constituer une menace pour les libertés collectives et individuelles ?

*Souleyman TOBIAS*



**L**a question se pose dans un contexte de confusion, où le recours à l'IA peut être davantage un effet de mode. Sans les prérequis nécessaires, une analyse minutieuse des besoins et des solutions pensées à la lumière de l'éthique, les conséquences ne peuvent conduire qu'à la défiance. Avec la numérisation croissante des usages, d'énormes quantités de données sont produites ou stockées via nos mails, documents,

vidéos et bien d'autres sources. Ces données, qui peuvent contenir des informations allant du banal au sensible, sont exploitées sans contrainte grâce à l'IA. Il est ainsi aisé, par exemple, de connaître au détail près les habitudes d'une personne en croisant l'historique de son navigateur avec ses données bancaires, les données GPS de ses terminaux mobiles, celles collectées par les services de transport, de restauration, etc.



**Chloé Duteil**  
Fondatrice de STLAR

Face à cette explosion de données circulant souvent sans protection optimale, les solutions d'exploitation se multiplient. De plus en plus d'agents IA sont disponibles, souvent à coûts accessibles, pour aider toute entité à trouver, organiser et analyser automatiquement ces données en vue de les transformer à des fins qui leur sont utiles. Autant les entreprises tirent parti de ces innovations, autant les entités publiques.

De la simple dématérialisation des procédures administratives aux opérations les plus complexes comme la reconnaissance faciale, les pouvoirs publics adoptent l'IA au même titre que les entités privées. L'identification biométrique est par exemple un domaine où l'IA est particulièrement présente. Ainsi, face aux défis sécuritaires, plusieurs pays recourent à la reconnaissance faciale pour surveiller des personnes suspectées de représenter un danger pour la sécurité publique. Mais, comme on le dit, *« les chemins de l'enfer sont pavés de bonnes intentions »*. Ainsi, les soupçons de dérives ne manquent pas, à tel point que certains s'inquiètent de l'impact négatif de l'usage de l'IA par les pouvoirs publics sur les libertés et la gouvernance.

### Repousser les limites

À l'ère de l'IA, et notamment avec l'IA générative, il est très facile d'aller au-delà de ce qui était possible auparavant. Chloé Duteil, fondatrice de STLAR, cabinet spécialisé dans le conseil stratégique

et opérationnel en Data et Intelligence Artificielle, estime que ce qui change aujourd'hui dans la manipulation des Big Data à l'ère de l'IA est *« qu'on ne cherche plus à tout collecter : on garde seulement les données utiles. Les traitements se font presque en temps réel. Les données hétérogènes se connectent entre elles via API. La qualité et le lignage sont intégrés dès la source. De grands modèles d'IA déjà entraînés rendent ces usages plus rapides à déployer. Sécurité et protection des données sont prévues dès le départ, pas ajoutées ensuite »*.

Milo Parigi, actif dans le traitement de données depuis 2017 (développeur, ingénieur données puis consultant), explique que ce qui change principalement avec l'arrivée de l'IA générative, c'est la conception même de la data : auparavant, le Big Data concernait surtout des données ordonnées, des chiffres, des profils clients, visibles dans nos Excel, en un mot, des bases de données. *« La grande force de l'IA générative est sa capacité à traiter des données non structurées, et donc des corpus de documents, connaissances, etc. Par exemple, les documents juridiques, marchés publics, données parlementaires, dossiers citoyens. On ne parle plus seulement de bases de données, mais bien de systèmes de gestion de la connaissance ! »*

Pour faire de l'IA un outil de transparence dans la gouvernance publique, Milo Parigi analyse qu'un des gains principaux à rechercher est la capacité à orienter nos efforts vers la transparence. Selon lui, il s'agit d'offrir aux acteurs *« la possibilité de démultiplier leur force de travail et, ensuite, de réinvestir ce gain de productivité dans ce qui semble important, comme la transparence »*. Le fondateur de Bot Ressources (2024) appelle cela un *« exosquelette numérique »*.

Cette piste est éloquent car elle soutient qu'*« en concevant des outils qui aident au raisonnement, et qui demandent à l'utilisateur de valider chaque étape de celui-ci, il est possible d'auditer le raisonnement qui a mené à une prise de décision »*. Ce principe fait encore plus sens quand Chloé Duteil met en garde contre des dérives potentielles. Elle rappelle les principaux risques pour la gouvernance publique : *« Des biais dans les données pouvant produire des décisions discriminatoires, une surveillance excessive, des modèles opaques et difficiles à expliquer, la vie privée exposée avec un risque de ré-identification derrière des données anonymisées, des fuites de données et cyberattaques, une dépendance à un fournisseur unique qui complique la sortie et alourdit les coûts, des erreurs ou hallucinations produites par les modèles, ainsi que des contenus générés par IA susceptibles de manipuler l'opinion. »*

Que faire alors ? Chloé Duteil recommande la transparence. *« D'abord, il faut un cadre légal clair : une base légale et une finalité explicite. Ensuite, mieux vaut collecter le strict nécessaire, avec une anonymisation robuste et un contrôle d'accès. Enfin, il est important de rendre des comptes via la transparence des modèles, des audits et des «model cards», un recours humain, des tests d'attaque menés par une équipe dédiée et, côté achats, des clauses de réversibilité. Le tout repose sur la formation des équipes et une stricte séparation entre qui conçoit, qui valide et qui contrôle. »* Une idée que Milo Parigi.



**Milo Parigi**  
Fondateur de  
Bot Ressources  
(2024)

Il souligne qu'ainsi « des agents IA peuvent générer des synthèses publiques de décisions avec sources ; maintenir des journaux d'explication étape par étape (audit logs) signés ; détecter et publier des anomalies dans les achats (tableaux de bord ouverts). En imposant dans les marchés publics l'explicabilité et la traçabilité-by-design, on documente qui a décidé quoi, sur quelles données et avec quels contrôles ».

### Redevabilité et balisage

Les deux experts vont plus loin dans leur approche pour répondre à l'opacité dangereuse. Ils recommandent vivement l'ouverture des données, impliquant les citoyens dans la gestion des données. Milo Parigi analyse : « Ces technologies sont aujourd'hui accessibles à tous, à un coût assez faible pour être absorbé par un particulier ou une association (s'il y a le savoir-faire technique). Cela signifie que les citoyens disposent désormais de la force d'analyse nécessaire pour traiter des ensembles de textes beaucoup plus conséquents que ce qui était possible 'manuellement' auparavant. Des associations comme Data for Good ont ainsi la possibilité de s'attaquer à des problèmes qui étaient auparavant plus complexes, en France par exemple. »

Chloé Duteil évoque d'autres solutions à succès dans le monde. Pour la transparence dans les achats publics, en Ukraine, la plateforme Prozorro/Dzorro permet de lancer des alertes en cas de dérives, tout comme ChileCompra au Chili. Au Portugal, la transparence dans l'exécution budgétaire reliée à la comptabilité publique est assurée par Transparência Orçamental. Le Checkbook NYC des États-Unis est aussi une solution de référence. En Europe, Eurofisc permet de détecter des fraudes à la TVA par l'analyse des liens entre entreprises et paiements.

« On peut donc espérer que davantage de données soient ouvertes au public, notamment autour des marchés publics, et que des initiatives citoyennes s'emparent du sujet. Cela suppose des portails open data fiables, des licences ouvertes et des API stables », soutient Milo Parigi.

Limiter les risques que pourrait entraîner l'utilisation de l'IA par les pouvoirs publics est possible. Chloé Duteil, dont le cabinet accompagne les entreprises dans leur transformation IA avec une approche humaine, orientée impact et adoption, en est convaincue. Elle rappelle que « la gouvernance de l'IA repose sur trois niveaux : d'abord la loi, qui fixe les usages autorisés ou interdits ; ensuite des autorités indépendantes, telles que la Cour des comptes et les régulateurs sectoriels, chargés du contrôle et de la sanction ; enfin, le terrain opérationnel, avec des comités d'éthique réunissant plusieurs parties prenantes, des audits externes réguliers et une liste publique des systèmes les plus sensibles ». Elle imagine qu'un État pourrait mettre en œuvre un plan d'action annuel incluant la nomination d'un responsable IA dans le secteur public, la cartographie de dix cas d'usage utiles et peu risqués, l'ouverture de vingt jeux de données prioritaires, documentés et accessibles, la mise en place d'une liste publique des algorithmes et une évaluation d'impact pour chacun, le lancement de deux solutions phares de transparence : un e-procurement à risque et un tableau de bord budgétaire, la formation d'un premier noyau de 200 agents ainsi que la prévision d'un audit externe et d'un rapport public annuel.

Pour Milo Parigi, la conciliation entre opportunités et protection des libertés appelle à une régulation multipartite. Il suggère une synergie entre l'arbitrage par des régulateurs indépendants et des comités d'éthique impliquant société civile et chercheurs.

« Concrètement, chaque système public à impact significatif devrait faire l'objet d'une évaluation d'impact IA publiée, figurer dans un registre public, et prévoir la notification aux usagers, un droit à l'explication ainsi qu'une voie d'appel humaine, avec des exigences d'explicabilité et d'audit inscrites dans les marchés », conclut-il.

## INNOVATION ET IA

# Le Togo repense sa stratégie pour devenir un pôle où la technologie sert le progrès humain

Lomé, la capitale togolaise, a accueilli les 29 et 30 octobre 2025 la Grande rencontre de l'innovation technologique au Togo (GRIT). Startups, investisseurs, partenaires publics et privés engagés dans la stratégie digitale du pays se sont réunis pour explorer le potentiel de son écosystème tech. Cadre juridique, opportunités d'investissement, mécanismes de viabilité, partenariats stratégiques : la GRIT, organisée sous l'égide du Ministère de l'Efficacité du Service Public et de la Transformation Numérique, a permis de passer en revue les atouts et défis du pays pour devenir le hub régional de l'innovation numérique qu'il ambitionne d'être.

Souleyman TOBIAS



La GRIT a attiré des acteurs de l'écosystème africain venus du Sénégal, du Kenya, du Maroc, de la Côte d'Ivoire, d'Afrique du Sud, du Ghana, du Nigeria, du Bénin, du Rwanda et du Cameroun. Ainsi, le Togo a mis en lumière son écosystème tech, créant un point de contact entre les mondes francophone et anglophone. Ce choix est stratégique : il s'agit d'élargir les possibilités de collaboration entre les startups locales et continentales ainsi qu'avec les investisseurs de toute l'Afrique.

La vision du pays, rappelée par la ministre de l'Efficacité du Service Public et de la Transformation Numérique, Cina Lawson, est de « *faire du Togo un laboratoire africain de la transformation digitale, un pays où les idées deviennent réalité et où les entrepreneurs écrivent le futur du continent* ». Cette vision a une portée continentale, puisque le Togo veut « *jouer un rôle de leadership régional comme hub de l'innovation technologique* ».

Pour la ministre, le Togo travaille à bâtir un hub national capable de refléter les ambitions du continent. Lomé met en place les mécanismes nécessaires pour développer un écosystème propice au développement des talents, à un accès facile au financement et à une collaboration entre acteurs pour faire croître l'écosystème numérique. D'ici 2030, l'objectif est d'accompagner 250 startups et de créer 1 000 emplois grâce à l'innovation numérique.

### L'IA, un catalyseur de l'innovation

D'ici 2030, l'innovation technologique devrait transformer profondément l'économie togolaise, notamment



Investisseurs, startups, sociétés africaines de capital-risque et Business Angel ont participé à ce sommet.

dans les secteurs de l'agriculture, de la santé, du transport, des finances et de la logistique. « *Le Togo a fait le choix d'inscrire le numérique et l'innovation au cœur de son développement (...) avec pour projection de voir l'innovation technologique contribuer à 2% au PIB national d'ici 2030* », a expliqué la ministre, ajoutant que « *l'innovation est notre avenir commun* ».

Pour accélérer cette transformation, l'Intelligence artificielle (IA) est un outil privilégié. La stratégie nationale de l'IA vient d'être finalisée. Elle mise notamment sur la valorisation des données et s'appuie sur six piliers : le renforcement des compétences via le Togo Data Lab, en partenariat avec l'Université de Berkeley et le programme Kira Learning ; l'extension des infrastructures numériques par le Projet d'accélération numérique du Togo (PANT) avec la Banque mondiale ; la constitution de jeux de données africains fiables et souverains ; l'adoption de l'IA dans les secteurs prioritaires comme l'agriculture, l'éducation, la santé, l'énergie et l'administration ; le soutien à la recherche et aux startups ; et une gouvernance éthique et inclusive conforme à la stratégie de l'Union africaine.

Sur ce segment, le Togo nourrit de grandes ambitions : devenir un « *pôle d'innovation en IA où la technologie sert le progrès humain, la créativité et l'inclusion* ».

Cette ambition s'appuie sur les succès précédents du pays, comme le déploiement de sa plateforme d'assistance aux plus démunis en pleine pandémie de Covid-19 (le programme Novissi), devenue une référence. Par ailleurs, la plateforme des services publics intègre l'IA pour rendre ses prestations plus accessibles et mieux assister les usagers.

Concrètement, la valorisation des données permet de créer un écosystème intelligent qui stimule l'entrepreneuriat. Via le Géoportail ou la Plateforme d'open data, des données fiables, qualifiées et gratuites sont mises à disposition de l'écosystème numérique afin d'encourager l'innovation, qu'il s'agisse des startups, des investisseurs ou des donateurs. « *C'est cela, l'innovation ouverte : donner à chacun les moyens de contribuer à l'intelligence collective* », explique la ministre.

Cet esprit d'ouverture justifie la tenue de la GRIT, où des pistes de solutions ont été discutées pour faire décoller l'écosystème numérique du Togo et au-delà. Six startups (togolaises, béninoises et ghanéennes) ont été primées après des pitches, donnant le ton du soutien à l'écosystème.

#### Écosystème : collaboration et résilience

Une semaine avant la GRIT, des startups togolaises ont lancé la plateforme TogoTech, une synergie pour fédérer les efforts des

championnes locales et renforcer la collaboration entre acteurs nationaux. L'objectif est de faire entendre la voix des startups dans la dynamique d'un écosystème d'innovation vivant.

Avec la GRIT, le but est aussi de faire découvrir l'écosystème tech togolais et d'attirer les investisseurs. Pour cela, le pays doit créer les conditions nécessaires. « *Pour stimuler un écosystème d'innovation, il faut toute une chaîne de valeur* », a expliqué Ismaël Kassim, conseiller technique à la GIZ Togo, qui accompagne la transformation digitale via le projet ProDigiT. Selon lui, l'évolution de l'innovation passe par les structures d'accompagnement, les startups et les acteurs qui facilitent la diffusion et la consommation des solutions. « *Aujourd'hui, cette salle regroupe de nombreux fonds, experts en accompagnement et en structuration de l'écosystème* », s'est-il réjoui.

Du côté des pouvoirs publics, l'environnement se construit pour assurer la durabilité des initiatives et la pertinence des investissements. La Startup Act, en examen au Parlement, vise à répondre à cette préoccupation. Une fois adoptée, elle mettra en place un Programme national de promotion et de soutien aux startups, avec des critères d'éligibilité clairs et des incitations adaptées aux entrepreneurs à fort potentiel. Le texte crée des «regulatory sandboxes», des espaces d'expérimentation sécurisés pour tester de nouvelles technologies, notamment dans la fintech, la santé et l'énergie. Il prévoit aussi des labels officiels, tels que le Label Startup et le Label Incubateur, pour valoriser la qualité et l'impact des acteurs, ainsi qu'un Fonds de soutien aux entreprises labellisées (FSEL) pour renforcer leur capital initial et

financer leur croissance. La Startup Act dotera aussi le pays d'un Registre national des startups. « *Ce cadre juridique clair, inclusif et ambitieux est une invitation à agir : il offre aux jeunes pousses togolaises et africaines les conditions pour se développer, lever des fonds et conquérir de nouveaux marchés* », a rassuré Mme Cina Lawson.

### Partenariats stratégiques

Lors de la GRIT, un portail de l'écosystème numérique togolais est devenu opérationnel pour accroître la visibilité des acteurs et des initiatives. Dans cette stratégie, le Togo s'appuie sur de nombreux partenaires. La GRIT est soutenue par la GIZ Togo via le projet ProDigiT, financé par l'Allemagne, le Luxembourg et l'Union Européenne. Cet appui a été qualifié de « *partenariat stratégique et ambitieux* » par l'ambassadeur d'Allemagne, Dr Claudius Fischbach, lors de son intervention au lancement. Il a salué « *la vitalité et l'ambition du Togo dans le domaine du numérique et de l'innovation* », manifestant son souhait que le pays devienne « *un carrefour de l'innovation francophone, un modèle de transformation numérique inclusive et une source d'inspiration pour tous* ».

Les investisseurs partagent cet enthousiasme. Africarena a convoyé à Lomé une vingtaine d'acteurs : startups, sociétés africaines de capital-risque et business angels. Ayant travaillé dans des écosystèmes similaires, Christophe Viarnaud, CEO d'Africarena, affirme que « *le Togo peut devenir une destination majeure pour les investisseurs grâce à des politiques qui permettent aux entrepreneurs de réussir et aux investisseurs de s'engager dans un écosystème structuré* ».



## PUBLI-REPORTAGE

## PASCAL NAUDIN (KASPERSKY)

## « Une PME qui protège ses données protège sa croissance »

Les petites et moyennes entreprises africaines sont en pleine mutation. Elles se digitalisent, automatisent leurs opérations et s'ouvrent à de nouveaux marchés. Mais cette modernisation fulgurante les expose à une forme de menace encore mal comprise : l'insécurité numérique. Dans un rapport récent, Kaspersky révèle que 75 % d'entre elles opèrent sans stratégie claire de cybersécurité. Rencontre avec Pascal Naudin, Directeur B2B Maroc, Tunisie, Afrique de l'Ouest et Centrale chez Kaspersky, pour comprendre les racines de cette vulnérabilité et les leviers qui permettront au continent d'y répondre.

Michaël TCHOKPODO



**Pascal Naudin**

Directeur B2B Maroc,  
Tunisie, Afrique de  
l'Ouest et Centrale chez  
Kaspersky

**Cio Mag :** Quel est le niveau de digitalisation des produits et services des PME africaines et quels sont les secteurs les plus impactés ?

**Pascal Naudin :** La digitalisation des PME africaines est quelque peu spectaculaire. En moins d'une décennie, elle a redéfini la manière de gérer, de produire et de vendre. La finance, la logistique, le commerce et l'éducation figurent parmi les secteurs les plus transformés. Mais cette expansion du numérique a créé une illusion de maîtrise : de nombreuses entreprises croient avoir intégré la sécurité parce qu'elles utilisent des outils modernes. En réalité, elles n'ont souvent ni plan, ni pilotage.

Notre étude montre que 75 % des PME africaines et européennes agissent sans stratégie de cybersécurité concrète, et seulement 29 % disposent d'un dispositif complet et appliqué. Cela signifie qu'en Afrique, où la numérisation progresse plus vite qu'ailleurs, la majorité des entreprises restent exposées.

Les causes sont multiples. D'abord, un déficit de ressources humaines : 22 % des PME n'ont aucun personnel formé à la sécurité. Ensuite, un déficit d'accès : 18 % ne disposent pas de solutions abordables et fiables. À cela s'ajoute un facteur culturel : dans beaucoup de structures, la cybersécurité est encore perçue comme un coût, pas comme une responsabilité.

**Quels types de menaces informatiques sont les plus fréquents dans les PME ?**

**PN :** Le rapport est sans appel : les PME sont aujourd'hui la première ligne de front des cybercriminels. En Afrique, les fichiers de type Downloader représentent 55 % des menaces, les DangerousObject 14 %, et les chevaux de Troie 13 %.

# W E V R E T N

Mais au-delà des chiffres, la tendance la plus inquiétante est la banalisation de la fraude de confiance. Dans des pays comme le Maroc (41 % des menaces), la Tunisie (24 %), l'Algérie (16 %) ou la Côte d'Ivoire (5 %), les PME font face à des logiciels imitant des marques connues ou des institutions financières. Les attaques ne passent plus par la force, mais par la crédibilité.

Les cybercriminels exploitent la routine, le réflexe de cliquer. Une facture familière, un mail d'apparence officielle, un site de paiement identique à celui de la banque : tout concourt à abaisser la vigilance. C'est là que réside la mutation profonde du risque. Le danger n'est plus dans la technologie, mais dans la confiance mal placée.

## Comment une PME peut-elle démontrer sa maturité en cybersécurité pour rassurer ses clients et partenaires financiers ?

**PN :** La maturité en cybersécurité se mesure à la capacité d'une entreprise à transformer la sécurité en culture partagée. C'est un processus de gouvernance, pas une question de logiciel.

Une PME mature documente ses procédures, limite les accès, effectue des sauvegardes régulières et implique ses dirigeants dans la stratégie. Plus d'un quart des dirigeants que nous avons interrogés reconnaissent que leurs pairs n'ont pas encore pleinement conscience de la portée stratégique de la cybersécurité. Or sans ce soutien, les efforts techniques restent isolés.

La maturité, c'est aussi la pédagogie. Un tiers des responsables admettent que leurs collaborateurs ne sauraient pas réagir correctement à une attaque. Former, sensibiliser, tester les réflexes : ce sont des gestes simples, mais structurants. Une entreprise qui démontre qu'elle maîtrise ses risques inspire confiance. Elle envoie à ses partenaires un signal de sérieux, de transparence et de responsabilité. Dans une économie où la réputation se construit en ligne, c'est un capital aussi précieux que la performance financière.

## Quelles sont les bonnes pratiques pour renforcer la sécurité numérique des PME ?

**PN :** La cybersécurité repose sur trois leviers : la prévention, la formation et la coopération. La prévention, c'est la rigueur du quotidien : maintenir les systèmes à jour, contrôler les accès, automa-

tiser les sauvegardes, réduire la surface d'attaque. La formation, c'est l'outil de la vigilance : une équipe sensibilisée devient la première barrière de défense. La coopération, enfin, consiste à s'appuyer sur des partenaires de confiance capables de concevoir des stratégies durables.

Notre étude révèle que 34 % des PME souhaitent travailler avec un partenaire capable d'élaborer une stratégie sur le long terme, et 25 % mettent la formation continue au cœur de leur plan de sécurité. Ces chiffres montrent une évolution : les entreprises ne recherchent plus seulement un prestataire, mais un allié. C'est le rôle que joue Kaspersky. Nos centres de formation agréés ; au Maroc, en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Kenya et en Afrique du Sud ; forment des experts locaux et installent la cybersécurité dans le tissu économique. Car la résilience d'un continent dépend de la compétence de ceux qui le protègent.

## Quels sont les principaux freins à l'adoption de solutions de cybersécurité dans les PME et les startups africaines ?

**PN :** Les freins ne sont pas techniques, ils sont structurels et psychologiques. Le premier est la perception du coût. Beaucoup d'entreprises estiment encore que la cybersécurité est une charge, alors qu'elle est un investissement vital. Le deuxième est la pénurie de compétences : 22 % des PME déclarent ne pas avoir de personnel formé pour gérer leurs outils. Enfin, la méfiance reste forte : seules 8 % des PME confient aujourd'hui leur sécurité à un partenaire externe.

Derrière ces chiffres, il y a une idée à corriger. La cybersécurité n'est pas un produit qu'on achète, c'est une relation qu'on construit. Les PME veulent des partenaires qui comprennent leurs contraintes, qui parlent un langage clair, qui soient disponibles. Au Cameroun, 43 % des entreprises attendent un partenaire capable de bâtir une stratégie sur mesure ; en Côte d'Ivoire, 40 % souhaitent un expert disponible en permanence, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Cette attente est la preuve d'une maturité naissante : les entreprises savent ce qu'elles veulent, il faut désormais leur offrir les moyens d'y parvenir.

*« La cybersécurité ne freine pas la transformation numérique. Elle en est la condition. Une PME qui protège ses données protège sa crédibilité, sa réputation et, in fine, sa croissance. »*

## INCLUSION LINGUISTIQUE

# YIRI, l'incarnation de la stratégie ivoirienne de l'IA au service du bien public

Face à l'ambition de devenir un leader africain en intelligence artificielle (IA), la Côte d'Ivoire s'est dotée, cette année, d'une Stratégie nationale de l'IA à l'horizon 2030 (SNIA 2030), visant à exploiter cette technologie « pour le bien public ». Pourtant, un fossé critique subsiste : l'absence de données linguistiques fiables et structurées dans les langues ivoiriennes. C'est dans ce contexte qu'émerge le projet YIRI (Youth for Innovation, Recognition and Intelligence). Première campagne nationale de collecte de données en langues locales, portée par la jeunesse, YIRI est bien plus qu'une initiative technique : il est le pilier matériel et éthique qui doit garantir l'inclusion linguistique et la souveraineté technologique de l'e-gouvernement ivoirien. Dans cet article, Isaac Bayoh, rédacteur principal de la Stratégie nationale de l'IA et promoteur du projet, décrypte comment YIRI s'attaque aux déficits structurels du pays pour transformer radicalement les services publics.

Anselme AKEKO



### Intelligence Enracinée

Yiri, une intelligence artificielle enracinée dans les langues locales.

Le projet YIRI se présente comme une infrastructure linguistique d'intérêt public. Sa mission est double : construire le « corpus linguistique national » nécessaire à l'entraînement des systèmes d'IA, tout en formant une nouvelle génération de professionnels de la donnée. Il ne s'agit pas d'un projet annexe, mais, selon Isaac Bayoh, de « *l'outil opérationnel qui permet de passer de la stratégie à la réalisation effective* » de l'IA pour l'e-gouvernement.

#### « Toutes nos langues locales sont valorisées »

YIRI s'aligne directement sur la vision de la Stratégie nationale de l'IA, qui vise à déployer l'IA au service du bien public, c'est-à-dire des services accessibles, équitables et fiables. L'élément central de cet alignement est l'inclusion linguistique. Sans données en langues locales (Baoulé, Bété, Dioula, etc.), l'e-gouvernement resterait un privilège réservé aux francophones. Cette dimension essentielle de justice numérique active est au cœur de la vision d'Isaac Bayoh : « *YIRI garantit que toutes nos langues locales sont valorisées - pour que l'IA comprenne les accents ruraux, les tournures*

*idiomatiques, les dialectes régionaux. C'est une condition fondamentale pour que l'État dialogue avec tous ses citoyens, dans leur langue, avec dignité* », explique-t-il.

De son explication, il apparaît clairement que YIRI entend produire des modules réutilisables (reconnaissance vocale, synthèse vocale, compréhension linguistique) que les administrations pourront intégrer dans leurs services (chatbots, guichets vocaux), assurant ainsi l'accessibilité et la durabilité locale des solutions numériques.

#### « L'anonymisation est appliquée autant que possible »

Au demeurant, la crédibilité d'un tel projet repose sur le respect rigoureux de l'éthique et de la gouvernance des données. Aussi YIRI intègre-t-il, dès ses fondations, les principes directeurs de la Stratégie nationale de l'IA (humain au centre, éthique, gouvernance responsable). Ces règles de base sont ses garde-fous. Promoteur du projet, M. Bayoh détaille les mesures mises en place : « *Pour YIRI, ces règles de base ne sont pas accessoires : ce sont les garde-fous indispensables pour que la donnée reste un bien public digne, sécurisé et respectueux de chaque citoyen.* »

Il ajoute que ces règles essentielles couvrent le consentement transparent et la traçabilité : chaque locuteur fournit un consentement éclairé, l'enregistrement est horodaté et sans rattachement direct à une identité simple, assurant la traçabilité et le droit de retrait ou d'effacement. Secundo, seul le nécessaire (texte, voix) est collecté. L'anonymisation est appliquée autant que possible, notamment sur les segments sensibles (santé, opinions), pour empêcher la ré-identification directe. Isaac insiste également sur le contrôle qualité et l'audit éthique. Des comités internes et externes sont institués pour l'arbitrage des cas limites (langage injurieux, propos sensibles). Des audits périodiques vérifient la conformité et la sécurité des accès.

Enfin, il met l'accent sur la souveraineté technique. C'est-à-dire que les flux de données sont chiffrés (TLS), les données au repos sécurisées, et l'hébergement se fait localement ou sous juridiction ivoirienne, renforçant la souveraineté et la conformité légale. En formant 2 000 jeunes à ces pratiques, YIRI édifie une infrastructure non seulement technique, mais avant tout éthique et régulée.

**Isaac Bayoh**

Rédacteur principal de la Stratégie nationale de l'IA et promoteur du projet Yiri

### Le fossé entre ambition et capacités réelles

Pour la Côte d'Ivoire, la Stratégie nationale de l'IA a éclairé le chemin à parcourir, notamment son 138<sup>e</sup> rang mondial en termes de préparation à l'IA gouvernementale. Mais il ne faut pas se décourager pour autant. Pour le rédacteur principal de la Stratégie, ce classement est un « miroir » qui révèle les fractures internes du secteur public. Non seulement il constate que l'État ivoirien n'est pas inactif sur la question, mais il se réjouit également de l'existence d'initiatives structurantes et solides : *« Il y a déjà des acquis non négligeables. Le gouvernement a mis en place une initiative d'Open Data nationale (data.gouv.ci), ce qui montre une volonté de transparence et de diffusion de données publiques structurées. »*

En sus, la construction d'un Data Center national à Abidjan et les investissements privés (comme ceux des opérateurs de centres de données) témoignent d'une intention claire vers le stockage souverain et la sécurisation des données publiques. Ces initiatives sont cruciales, selon lui, car elles posent les infrastructures matérielles nécessaires.

Malgré cette volonté, l'adoption de l'IA reste « embryonnaire » en raison de lacunes structurelles majeures, surtout dans la disponibilité des données pertinentes pour les services inclusifs. Les systèmes sont contraints par ce qu'ils peuvent « apprendre » et « entendre ». Les ministères fonctionnent souvent en vase clos, avec des bases de données et des formats incompatibles, freinant l'interopérabilité que l'IA exige. L'absence de corpus vocal ou textuel annoté, de taille suffisante et de bonne qualité pour les langues locales est un vide critique. Même les données existantes (état civil, archives) sont souvent non annotées, sans métadonnées standardisées (région, dialecte), ce qui introduit des biais et une faible exploitabilité. Enfin, la fragilité du socle technologique (connectivité, serveurs de calcul) dans certaines régions et le manque de profils en linguistique computationnelle au sein de l'administration ralentissent le déploiement de solutions robustes. Ces lacunes combinées font que l'administration publique est confrontée à un défi de « cohérence » entre capacités techniques, culture institutionnelle et engagement citoyen.

### « Spirale auto-entretenue »

Pour Isaac Bayoh, le déficit de données fiables et de talents qualifiés n'est pas un accident, mais la conséquence de verrous structurels que YIRI s'emploiera à éradiquer. Le projet s'attaque, en effet, aux racines d'un retard qu'il qualifie de « technologique, économique et institutionnel ». Mais la cause la plus profonde est historique : *« Les langues ivoiriennes, longtemps reléguées aux usages oraux ou culturels, ont été peu documentées dans les formats numériques. »* Ce manque de documentation formelle et de corpus numériques pour les langues locales fait que toute nouvelle collecte doit repartir de zéro, compliquant la tâche des chercheurs et des développeurs.

Sur les plans économique et institutionnel, le spécialiste pointe divers facteurs qui alimentent le déficit. Premièrement, l'investissement dans la construction de corpus régionaux est perçu comme risqué par le secteur privé, souvent incertain du retour sur investissement. L'importation de modèles étrangers est plus simple, mais coûteuse et rigide. Deuxièmement, la simple collecte ne suffit pas ; l'alignement, le nettoyage, la labellisation et la validation des données constituent une chaîne d'annotation coûteuse en temps, en expertise et en infrastructures. Ensuite, les habitudes bureaucratiques et les processus papier figés constituent un frein culturel à l'adoption de solutions IA, même les plus performantes. L'IA bute sur la culture de l'inertie. Enfin, les cursus universitaires ivoiriens ne forment pas suffisamment de profils immédiatement opérationnels en linguistique computationnelle et en annotation, créant une pénurie chronique de compétences spécialisées.

Ces obstacles forment une « spirale auto-entretenue » : l'absence de données fiables freine l'émergence de l'IA locale, ce qui réduit l'intérêt, l'investissement, et in fine, la formation.

### Conséquences immédiates et durables

Pour Isaac Bayoh, l'absence d'une initiative comme YIRI, capable de structurer ces données locales et éthiques, a pour conséquence immédiate et durable la création d'un service public numérique à deux vitesses, fragilisant l'équité, l'accès et la confiance. La conséquence la plus grave est l'exclusion directe des citoyens non-francophones ou des locuteurs de dialectes régionaux. *« Imaginez, dit-il, un système vocal ou un chatbot public qui ne comprend que le français ou quelques langues « bien documentées » : pour ceux qui parlent des dialectes régionaux, ou sont non francophones, ce système devient un mur, non un pont. »* Puis le spécialiste rappelle qu'un modèle d'IA qui ignore les accents ruraux ou les tournures idiomatiques est voué à l'erreur, produisant des réponses inadaptées. L'utilisateur essaye, échoue, et finit par rejeter le service ; la confiance se fissure, rendant l'État distant et technocratique, analyse-t-il.

Le spécialiste fait également remarquer que sans capacités locales, l'État est contraint d'acheter des solutions propriétaires étrangères. Ce modèle est source de dépendance technologique, car il entraîne un fardeau financier dû à des licences coûteuses et une adaptation lourde des modèles non conçus pour le contexte ivoirien. Il provoque aussi une perte de contrôle parce que l'État cède les clés du système - les algorithmes, les biais, les choix - à des acteurs extérieurs, perdant la capacité de contrôler, corriger et adapter les systèmes aux réalités locales. Enfin, il est source de bridage de l'innovation locale dans la mesure où les startups et les

laboratoires ivoiriens ne disposent pas de matière première (corpus local, modèles adaptés) et restent de simples consommateurs de technologie, au lieu d'être des créateurs souverains.

En l'absence de YIRI, l'e-gouvernement créerait une injustice algorithmique durable, amplifiant les inégalités territoriales et reléguant les populations marginalisées aux services de seconde zone.

### Des contraintes transformées en leviers

Il convient de rappeler que la Stratégie nationale vise à utiliser l'IA pour réduire les inégalités et améliorer la qualité de vie. YIRI est conçu pour transformer les contraintes identifiées en opportunités concrètes, en opérant un « saut de cohérence » entre capacités techniques, culture institutionnelle et engagement citoyen. Toutes choses ayant pour avantage de transformer les contraintes en leviers. En effet, le projet aborde les difficultés listées (silos, pénurie de talents, faiblesse des infrastructures) avec une stratégie holistique pour les dépasser. Par le truchement de YIRI, la contrainte du déficit de talents est transformée en opportunité de vivier national. En formant 2 000 jeunes sur l'ensemble du territoire, YIRI ne comble pas un manque ponctuel, mais crée un vivier national de talents que l'administration pourra intégrer et mobiliser pour pérenniser l'expertise, explique Isaac Bayoh.

Pour ce qui concerne la contrainte des systèmes fragmentés, elle est transformée en opportunité de mutualisation : YIRI propose des jeux de données avec métadonnées uniformisées et des formats compatibles, bâtissant ainsi des ponts entre les silos institutionnels pour mutualiser les services publics.

S'agissant, enfin, de la contrainte de l'inertie culturelle, elle est convertie en opportunité de preuves tangibles : les pilotes multilingues et les démonstrations visibles lancés par YIRI agissent comme des laboratoires. Ils montrent que l'IA est un service concret et rassurent l'administration face à la « culture bureaucratique ».

Ce faisant, YIRI permet justement de rendre compatibles les capacités techniques, la culture institutionnelle et l'engagement citoyen. « Si la Côte d'Ivoire veut dépasser le 138<sup>e</sup> rang, elle doit investir non seulement dans les technologies, mais dans l'architecture nationale de l'IA - ses données, ses talents, sa gouvernance - et YIRI est un des principaux leviers de cette transformation », martèle Isaac Bayoh.

Selon lui, l'impact de YIRI sera le plus fort là où les inégalités sont les plus criantes : en milieu rural, car les systèmes vocaux pourront comprendre et répondre dans les dialectes locaux. L'utilisateur sera reconnu, le lien État-citoyen sera consolidé.

La mise en place du projet en milieu rural se traduira par moins de déplacements pour une démarche administrative, moins de formalismes, plus d'autonomie. L'échange deviendra alors fluide et digne. Les services, quant à eux, ne resteront pas confinés aux zones urbaines ; ils s'étendront, s'adapteront au contexte de chaque communauté, pour une réalité tangible à travers tout le territoire.

### De la donnée brute à l'impact réel

Pour Isaac Bayoh, YIRI est la « solution » concrète pour passer de l'IA promise à l'IA utile, en ciblant directement les secteurs clés de

la santé et de l'éducation, et en accompagnant la transformation culturelle de l'administration. C'est en tout cas ce qui ressort de ses propos, expliquant que la formation des jeunes permet de produire des données annotées (audio - texte, intentions, symptômes) qui sont la fondation des systèmes intelligents, robustes et inclusifs. Poursuivant, il donne des exemples précis de la transition de la donnée brute à l'impact réel. Dans le secteur de la santé, par exemple, les rappels de vaccination ou de prise de médicaments sont plus efficaces lorsqu'ils sont formulés en voix locale personnalisée. L'analyse des discours communautaires (radio locale, messages vocaux) permet de détecter les rumeurs ou les résistances aux campagnes de santé publique.

*« Avec des corpus vocaux annotés, dit-il, on peut bâtir des chatbots vocaux médicaux ou des assistants de triage qui comprennent les expressions locales des symptômes, ce qui améliore l'orientation et l'accessibilité des soins. »*

Dans le secteur de l'éducation, les données annotées ouvrent la voie à des assistants pédagogiques oraux multilingues : un élève formule une question dans sa langue régionale, et le système répond (explication, exercice) dans cette même langue. Les lecteurs vocaux intelligents créés convertiront automatiquement les supports scolaires en voix locale claire, compréhensible sans la maîtrise absolue du français.

Ces modules de reconnaissance vocale (ASR), de synthèse de la parole (TTS) et de compréhension du langage (NLU) sont ainsi réutilisables dans l'agriculture connectée, les services judiciaires parlés, ou les guichets vocaux d'état civil, pour un conseil contextualisé.

À en croire Isaac Bayoh, l'impact le plus structurant de YIRI réside dans sa capacité à orchestrer la conduite du changement au sein de l'administration publique. En s'appuyant sur la jeunesse, le projet prépare l'État à, non seulement adopter, mais surtout à maîtriser l'IA.

Concrètement, Isaac Bayoh explique comment les jeunes deviennent des agents de transformation : « Formés à la collecte, à l'annotation, à la gestion éthique des données, les jeunes deviennent des passeurs entre la technique et le politique. Lorsqu'ils rejoignent les services publics ou collaborent avec eux, ils introduisent une vision pratique du numérique. » Le projet installe ainsi les conditions d'un changement culturel. Les jeunes introduisent la rigueur (métadonnées normales, contrôle qualité, traçabilité) dans les usages, ce qui rend les systèmes plus justes, transparents et fiables, transformant ainsi la perception de l'IA par l'agent public. Par ailleurs, YIRI fournit des workflows, des protocoles et des standards qui suggèrent un modèle de gouvernance reproductible. Chaque nouveau projet peut s'inscrire dans ce cadre éprouvé, transformant l'IA d'un « gadget ponctuel » en une architecture de service durable. L'État, quant à lui, cesse d'être spectateur et gagne en autonomie pour auditer, corriger et adapter ses propres systèmes. En produisant des données pour le territoire, par des talents issus du territoire, YIRI ne « complète » pas l'administration, il la recompose de l'intérieur, préparant un État qui manie l'IA avec conscience, maîtrise et ambition.

Pour Isaac Bayoh, c'est le chemin nécessaire pour que la Côte d'Ivoire passe du statut de consommateur à celui de créateur souverain dans la course mondiale à l'intelligence artificielle.

## "INTERNET DU FAUX"

# L'IA à l'épreuve de la vérité et de la démocratie, restaurer la confiance

L'intelligence artificielle (IA) n'a pas encore fini de faire parler d'elle. Elle fascine et ouvre le champ à toutes les possibilités, que ce soit pour des prouesses ou pour des dérives. S'il est un domaine où les dérapages dus à l'IA deviennent de plus en plus préoccupants, c'est bien la fabrication ou la diffusion massive de fausses informations. Dans un contexte sociopolitique marqué par diverses crises un peu partout dans le monde, il devient urgent d'y apporter des solutions concrètes.

Souleyman TOBIAS



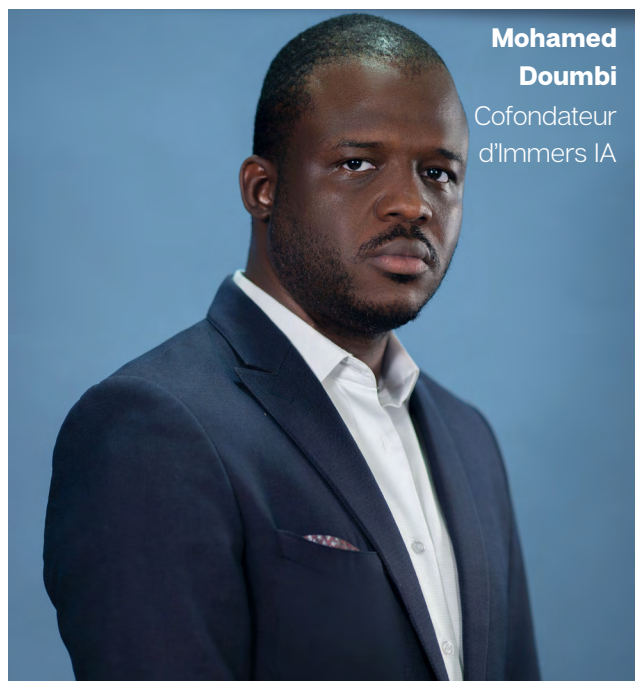
En Côte d'Ivoire, des panneaux "L'infox divise, la vérité rassemble" alertent sur les conséquences de la désinformation.

Il est peu de dire que l'IA ouvre le champ à toutes les possibilités. Elle propulse les innovations et permet de faire passer à l'échelle les expériences, de gagner du temps, d'optimiser la productivité, devenant un allié au quotidien de l'ensemble des activités de notre époque, pour peu que son usage soit soigneusement pensé. Seulement, comme toutes les autres innovations humaines, l'IA comporte en elle-même les germes de potentielles dérives qui, en fonction des usagers, deviennent un danger. Mohamed Doumbia, cofondateur d'ImmersIA, une organisation dédiée à la promotion d'une intelligence artificielle éthique et responsable en Afrique, estime que « l'IA, comme toute révolution technologique majeure, agit comme un amplificateur des phénomènes existants, pour le meilleur comme pour le pire ». Le chercheur malien, ancien chef de cabinet du Ministre de l'Économie Numérique et de la Prospective et ex-conseiller technique et assistant spécial du secrétaire général de la Présidence de la République du Mali, va plus loin et analyse : « Comme toute technologie puissante, l'IA met à l'épreuve nos équilibres institutionnels et moraux. »

La cohésion sociale, le vivre-ensemble ou encore la démocratie sont-ils menacés par l'usage détourné des technologies basées sur

l'IA ? Sur les réseaux sociaux, devenus des sources privilégiées de consommation de l'information, aucun jour ne passe sans voir des images, des vidéos, des sons dont l'authenticité devient de plus en plus difficile à établir, remettant en cause des principes élémentaires du vivre-ensemble.

Malheureusement, le faux devient difficile à distinguer du vrai. Comme le souligne Mohamed Doumbia, l'intelligence artificielle a rendu la frontière entre le vrai et le faux presque imperceptible, au point où le doute devient un réflexe nécessaire. « Les modèles capables de générer images, sons ou vidéos, dit-il, atteignent des niveaux de réalisme tels qu'il devient difficile de distinguer la fiction du réel. » Loin d'être fataliste, le chercheur malien rappelle que « l'histoire de l'humanité est jalonnée de moments où le progrès technologique a confronté l'espèce à ses propres limites : c'est encore le cas aujourd'hui ». Puis il ajoute : « La démocratie, en tant que système vivant, subit donc les secousses de cette révolution. Mais la véritable question est : qui détient le pouvoir de l'IA ? Si cette technologie aide les citoyens à mieux comprendre, surveiller ou questionner le pouvoir, n'est-elle pas alors une alliée de la démocratie plutôt qu'une menace ? » s'interroge l'innovateur et développeur de solutions IA.



**Mohamed  
Doumbi**

Cofondateur  
d'Immers IA

### L'humain, l'arbitre

Face à ces menaces, les initiatives pour parer au plus pressant ne manquent pas. L'exposition «L'intelligence artificielle» d'Universcience et du Quai des Savoirs (3 octobre – 30 novembre 2025) en France en est une des plus récentes, au cours de laquelle l'esprit critique est promu. Dans la note explicative de cette exposition, Delphine Samsoen, présidente par intérim d'Universcience, explique : « *L'IA, plus qu'aucune autre technologie à ce jour, pose des questions inédites que l'exposition Intelligence artificielle aborde avec le souci de faire progresser la conscience commune, indispensable dans les temps qui viennent. Elle interroge la notion de responsabilité, celle des ingénieurs et techniciens qui la développent, mais aussi celle de la société dans son ensemble, du citoyen à l'entrepreneur, en passant par le législateur. Dans un monde où l'intelligence artificielle influence nos décisions dans des domaines aussi divers que le recrutement, la justice ou la santé, les citoyens doivent devenir des défenseurs éclairés de sa transparence.* »

Cette déclaration résume si bien la démarche inclusive à suivre pour faire de l'IA un outil utile à toute la communauté humaine. Si depuis des décennies, des voix se lèvent pour réclamer plus de conscience dans la science, l'ère de l'IA oblige à s'y pencher plus sérieusement.

« *L'intelligence artificielle (IA) est omniprésente dans les débats : elle est à la fois un espoir de nous libérer de certaines tâches et une crainte de voir l'Homme dépassé par la machine. Elle fascine en trouvant des applications croissantes dans des secteurs vitaux comme l'analyse d'images médicales et participe aux grands questionnements de notre époque. Elle inquiète également par la possibilité de générer massivement des synthèses et des trucages qui favorisent la désinformation et*

*mettent à mal l'esprit critique* », expliquent les promoteurs de l'exposition «L'intelligence artificielle» qui se tient à Paris.

Cet événement met en lumière la dualité structurelle de l'IA : « *Le recours à cette technologie ouvre des possibilités infinies, mais la manière dont nous construisons les algorithmes et les bases de données qu'ils exploitent bouleverse en profondeur nos cadres de référence* », ajoutent les organisateurs.

### Veille collective

En définitive, il est question d'humaniser l'IA ! Par l'éducation et l'information. L'éducation aux médias et à l'information (EMI) est un levier important pour agir face aux désordres informationnels facilités par l'IA. Du 24 au 31 octobre, la semaine mondiale dédiée à cet effet rappelle cette année la pertinence de son thème : « *La pensée avant l'IA.* » L'EMI permet de doter les internautes des outils nécessaires pour démêler le vrai du faux, de rétablir les faits dans leur contexte et de ne plus être victimes de manipulation. Car ce qui est en jeu, c'est le fondement des règles communes de vie comme la confiance, la vérité des faits ayant pour conséquence, si rien n'est fait, la montée de la défiance vis-à-vis de tout et de rien.

Les médias, pressés par la concurrence ou l'envie d'être les plus suivis, peuvent devenir le problème au lieu d'en être une solution. La course aux vues, aux scoops, au sensationnel ou la diffusion d'informations spectaculaires pour entretenir les audiences peut être un piège qui brise la confiance du public. Tout cela existait bien avant l'IA. Elle en permet une amplification sans précédent, ce qui oblige à prendre davantage de recul et à reconstruire une confiance envers les sources traditionnelles de l'information.

« *Nous devons instaurer une veille collective et renforcer la collaboration entre l'humain et la machine pour contenir les dérives, insiste le chercheur Mohamed Doumbia. À l'ère de Sora 2 ou d'autres générateurs vidéo, où n'importe qui peut créer un faux discours d'une personnalité publique en quelques clics, nous entrons dans ce que j'appelle déjà «l'internet du faux», un univers où la vigilance deviendra notre seule garantie de vérité.* »

De la rumeur à la propagande, des erreurs médiatiques aux théories du complot, les usines de fake news ont de la matière pour polluer les esprits. C'est pourquoi Laurence Devillers, professeure en informatique appliquée aux sciences sociales à l'Université Paris-Sorbonne, chercheuse au Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), dira : « *Demain, l'IA sera partout autour de nous. Il est vraiment essentiel, non seulement de faire des normes, des lois autour de son utilisation, mais également que nous, en tant que citoyens, en tant que parents, soyons conscients de l'importance de garder notre libre arbitre et d'apprendre à utiliser ces machines pour ce qu'elles sont. Elles n'ont rien d'humain, être poli avec ChatGPT ne sert à rien.* »

## TECHNOLOGIE

# L'Afrique peut-elle inventer la 4<sup>e</sup> voie de l'IA ?

« Oui, nous sommes probablement dans une bulle. » Cette alerte lancée par Sam Altman, créateur de ChatGPT, retentit comme un signal fort envers le monde de l'Intelligence Artificielle. En réalité, si performante soit-elle, l'intelligence artificielle apparaît aujourd'hui empêtrée dans ses propres débordements. Course à la performance, salaires exorbitants pour les experts les plus demandés, investissements lourds pouvant atteindre des dizaines de milliards de dollars, le tout s'accompagnant d'une forte consommation en énergie.

### Dr Aristide Aly Boyarm

Consultant  
en Stratégie IT  
et fondateur de  
DEVCHAMPION



**Mais au-delà de l'engouement médiatique autour de l'IA, un système qui repose sur une course permanente à l'innovation technologique est-il vraiment viable ?**

C'est précisément dans ce contexte que l'Afrique peut avoir une carte à jouer pour bâtir sa voie. La conférence Deep Learning Indaba, organisée en août 2025 à Kigali et qui a réuni plus de mille chercheurs venus de tout le continent africain, l'a clairement montré, loin des grands projets des géants de l'IA, l'écosystème africain de l'IA se construit autour d'innovations sobres, pragmatiques et alignées sur les besoins des populations.

Mais pour que cette voie se concrétise, les Africains doivent surmonter plusieurs défis majeurs. La chercheuse sénégalaise de Google DeepMind et professeure à l'université de Princeton Adjji Bousso DIENG les a parfaitement identifiés dans son article d'août 2025, publié dans le journal Le Monde, en soulignant que les entreprises africaines restent dépendantes d'infrastructures étrangères, avec des internautes qui subissent la fragilité des connexions Internet, souvent également contrôlées par des acteurs extérieurs. De plus les jeunes Africains manquent de formation technique et scientifique (au Sénégal, plus de 80 % des lycéens choisissent des filières littéraires), et les développeurs peinent à créer des modèles d'IA qui reflètent vraiment les réalités africaines.

Ces défis ne sont pas de simples obstacles techniques, ils représentent les clés pour permettre aux Africains de bâtir une IA libre, éthique et résiliente, conçue par les Africains pour les Africains, sans céder à l'escalade technologique, mais en assumant pleinement leurs propres choix.

### L'intelligence artificielle au cœur des rivalités mondiales

Aujourd'hui, l'intelligence artificielle mondiale avance selon trois grandes voies, portées par les États-Unis, la Chine et l'Europe.

Aux États-Unis, un partenariat efficace s'est mis en place faisant étroitement collaborer les géants technologiques (OpenAI, Google DeepMind, Meta, Microsoft, etc ...), un réseau d'universités d'élite, et des financements massifs qui alimentent une course permanente à la performance des modèles IA. Le pays contrôle également les infrastructures matérielles essentielles que sont les supercalculateurs aux puces NVIDIA H100. Derrière cette logique du "toujours plus", il existe un risque, celui de privilégier la performance au détriment de préoccupations éthiques, sociales et environnementales. Un équilibre reste donc à trouver pour avancer durablement. Le constat de Sam ALTMAN montre bien les limites de ce modèle, consommer toujours plus ne peut pas être une solution viable.

La Chine, de son côté, suit une trajectoire tout à fait différente. Ici, l'IA est un levier stratégique piloté par l'État. Face aux récentes restrictions américaines, la Chine a fait de l'autonomie technolo-

gique une priorité. En 2024, la Chine a produit plus de 200 000 articles scientifiques en IA, et compte aujourd'hui près de 40 % des citations mondiales dans le domaine. Toujours en 2024, elle a lancé 15 modèles notables (40 pour les USA), développés par des champions nationaux comme Baidu, DeepSeek ou Moonshot AI. De plus, ayant été privée de certaines technologies américaines, la Chine explore des architectures alternatives comme les « mixture-of-experts », qui rendent les modèles plus efficaces et moins énergivores.

L'Europe, quant à elle, tente de tracer une troisième voie. Moins focalisée sur la course à la performance, elle mise sur la régulation comme levier d'influence. La mise en place de l'AI Act en 2024, dans la continuité du RGPD, illustre cette ambition, faire de l'éthique une force. Bien entendu, l'Europe reste en retrait en termes de production de modèles (seulement 3 modèles notables en 2024), mais elle impose progressivement ses standards à l'échelle mondiale. Parallèlement, l'écosystème européen se dynamise grâce à des startups comme Mistral AI, Hugging Face ou ElevenLabs, qui incarnent une IA plus sobre et plus adaptée à l'Europe.

#### **La 4<sup>e</sup> voie de l'IA africaine, transformer la contrainte en opportunité**

Dans ce monde dominé par les géants de la tech et les startups innovantes, l'Afrique doit tracer une autre voie où, l'IA n'est ni une démonstration de puissance, ni une course à la complexité. Elle répond à des besoins vitaux des administrations locales, des PME et des populations avec peu de moyens... mais une grande créativité.

Le manque de connectivité, les faibles capacités de stockage locales, les délestages et les budgets réduits ne sont pas vus comme des freins, mais comme des sources d'inspiration. Comme le résume la chercheuse nigérienne Aminata GARBA « *Nous n'avons pas besoin qu'on nous apporte l'IA. Nous la créons à notre image.* »

Des initiatives concrètes émergent à travers plusieurs pays, telles que Ubenwa Health au Nigeria qui détecte l'asphyxie périnatale par l'analyse des pleurs des nouveau-nés ; Babyl au Rwanda qui a réalisé plus de cinq millions de téléconsultations ; Amini au Kenya qui délivre des prévisions météo locales à plus de 500 000 exploitants agricoles ; en Côte d'Ivoire, Agrix Tech protège les plantations de cacao grâce à la vision par ordinateur ; le Sénégal innove avec Lesia AI, première assistante vocale en wolof ; et au Burkina Faso, Smart-Apic permet aux apiculteurs de surveiller leurs ruches via des capteurs connectés. Ces solutions pragmatiques ne cherchent pas à rivaliser avec ChatGPT ou Gemini, mais à répondre, avec précision, aux défis du quotidien.

Dans cette dynamique, des initiatives comme Deep Learning Indaba ou Masakhane montrent déjà la force de la coopération panafricaine dans le domaine de l'IA. Mais pour aller plus loin, ces efforts doivent s'appuyer sur des bases plus solides. C'est là



qu'intervient une plateforme comme les Assises de la Transformation Digitale en Afrique (ATDA), qui rassemblent chaque année à l'échelle continentale les acteurs publics et privés autour des grands enjeux numériques de l'Afrique, avec pour objectif cette année de voir comment les gouvernements peuvent utiliser l'IA pour améliorer la qualité et l'accessibilité des services publics.

Mais le véritable changement passera aussi par une nouvelle vision de l'énergie, investir dans des mini-réacteurs nucléaires (SMR) pour alimenter de manière stable, propre et continue les infrastructures numériques nécessaires au développement de l'IA.

Grâce à cette énergie fiable, l'Afrique pourrait concevoir une IA à la fois économe et responsable avec des modèles multilingues (swahili, Bambara, Peul, etc.) africains, et des algorithmes optimisés pour les appareils mobiles qui sont les outils connectés préférés des africains. Pour soutenir cette voie, un fonds continental pourrait être créé à partir d'une micro-taxe sur les transactions numériques. Il servirait à financer des incubateurs technologiques sous-régionaux avec une garantie par les Etats, d'un usage des solutions et services qui y émergent. L'Afrique n'a pas à rattraper les géants de la tech, elle doit inventer sa propre voie en IA, transformant sa jeunesse en force d'innovation. Comme elle a révolutionné les paiements mobiles avec M-Pesa, elle peut révolutionner l'intelligence artificielle avec des solutions pensées pour les entreprises et les citoyens africains.



# Enabel



Agence belge de développement

[enabel.be](https://enabel.be)

SOUS L'ÉGIDE



Royaume du Maroc  
Chef du Gouvernement

Ministère de la Transition  
Numérique et de la Réforme  
de l'Administration

14<sup>ème</sup>  
EDITION



# L'I.A. AU SERVICE DE L'E-GOV : CATALYSER L'INNOVATION



**13-14 Novembre 2025**

**PALAIS DES CONGRÈS RABAT BOUREGREG**

Organisateur



Sponsor Gold



Sponsors Institutionnels



Partenaires

